WEHUBIT

D4D PROGRAMME - WEHUBIT

RAPPORT ANNUEL 2019

BEL1707111

Investors in impactful digital projects

Rue Haute 147, 1000 Brussels, Belgium / T +32 (0)2 505 37 00 / wehubit@enabel.be
Implemented by Enabel / In partnership with BIO / Financed by the Belgian development cooperation

TABLE DES MATIERES

1 Acronymes 3

2 Introduction 4

3 Présentation de Wehubit 5

3.1 Les orientations stratégiques du programme 5

3.2 Les résultats attendus du programme 6

3.3 Portée de l'intervention 7

3.4 L'équipe du programme Wehubit 8

4 Présentation des activités réalisées par Wehubit en 2019 9

4.1 Résultat 1. L'unité de gestion du programme et le portail Wehubit 9

4.2 Résultat 2. La gestion des subsides 10

4.3 Résultat 3. Les prêts 25

4.4 Résultat 4. Les partenariats et la capitalisation 26

4.5 Résultat 5. La recherche de financements additionnels 33

5 Budget et dépenses en 2019 34

6 Leçons apprises et pistes d'amélioration 38

6.1 Analyse risque 41

7 Annexe 44

7.1 Rapport financier 2019 44

7.2 Planification financière 2020 & 2021 45

7.3 Tableau de suivi des indicateurs du DTF 46

1 ACRONYMES

AàP	Appel à propositions
BIO	Société belge d'investissement pour les pays en développement
CMO	Convention de mise en œuvre
D4D	Numérique au service du développement
DETF	Digital Economy Task Force
DIAL	Digital Impact Alliance
DTF	Document technique et financier
ETP	Equivalent temps plein
FAQ	Foire aux questions
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH
GP	Global Partnerships
Le Gret	Le Groupe de recherche et d'échange technologique
HRBA	Human-rights based approach
IGN	Institut géographique national
IVR	Interactive Voice Response
M&E	Monitoring and evaluation
ODD	Objectifs de développement durable
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non-Gouvernementale
PMU	Programme management unit
PTF	Partenaires techniques et financiers
SMS	Short message service
S&E	Suivi-évaluation
TIC	Technologies de l'information et de la communication
UE	Union Européenne
UGP	Unité de gestion du programme

2 INTRODUCTION

Le programme Wehubit a comme objectif de contribuer aux Objectifs de développement durable (ODD) par le biais de la numérisation. Plus spécifiquement, il vise à accroître l'accès et l'utilisation des solutions numériques offrant de meilleures conditions de vie dans les pays en développement.

Le programme a démarré au 1er avril 2018 et a une durée de mise en oeuvre de 5 ans. Le présent rapport couvre l'année 2019.

Il rappelle d'abord le contenu du programme, sa portée et ses grandes orientations. Ensuite il présente, par résultat, les réalisations engendrées durant l'année 2019. Le chapitre suivant donne un aperçu du rapport financier. Le budget et les dépenses de l'année y sont comparés. Un dernier chapitre partage des pistes de réflexion pour la suite du programme.

3 PRÉSENTATION DE WEHUBIT

L'usage des technologies numériques représente un levier majeur pour favoriser le développement, aider les populations les plus vulnérables et fournir de meilleurs services aux citoyens. Le potentiel est immense, notamment pour la réalisation des **Objectifs de développement durable (ODD)**. Dans le but de faire usage de ce potentiel, la coopération belge au développement a développé une stratégie sur le numérique au service du développement (D4D) en 2016. Le programme Wehubit s'inscrit dans la droite ligne de cette stratégie et ambitionne de donner une impulsion dans la réalisation concrète de celle-ci.

L'objectif global du programme Wehubit est de contribuer aux ODD par le biais de la numérisation.

Plus spécifiquement, il vise à accroître l'accès et l'utilisation de solutions numériques offrant de meilleures conditions de vie dans les pays en développement et les pays émergents.

3.1 LES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES DU PROGRAMME

En axant ses orientations sur une **approche fondée sur les droits humains** (HRBA), le programme Wehubit s'aligne parfaitement sur une priorité de la loi de la coopération au développement de 2014. Au travers de son soutien aux initiatives numériques, le programme investit dans la réalisation des principes fondamentaux d'égalité, de non-discrimination, de participation effective, d'inclusion et de redevabilité. Par ailleurs, lors de la sélection des projets à soutenir, il est d'emblée analysé dans quelle mesure ceux-ci contribuent à renforcer les capacités des titulaires de droits à faire valoir ceux-ci et les détenteurs de devoirs à s'acquitter de ceux-ci.

En tant que programme phare de la Belgique dans le numérique pour le développement, le programme Wehubit est guidé par la **note stratégique D4D** de la coopération belge au développement, et ses principes fondamentaux, « l'humain d'abord » et « ne pas nuire ».

Enabel adhérant aux **Principes du développement numérique[1],** l'application des neuf principes constitue une priorité dans la sélection des projets, ainsi qu'une boussole dans la mise en œuvre de ceux-ci et du programme.

Wehubit ambitionne d'appuyer les projets désireux de :

- diffuser des solutions numériques existantes de sorte à les **déployer à plus grande échelle** (*scaling-up*) et à les rendre accessibles, à un coût abordable, et performantes ;
- **reproduire** des solutions numériques avérées **dans d'autres contextes** (sectoriel, géographique…)

Ce choix est justifié par les éléments d'analyse suivants:

- des initiatives plus petites et naissantes nécessitent un accompagnement rapproché. L' unité de gestion du programme (UGP) du programme étant basée à Bruxelles, et étant

[1] https://digitalprinciples.org/

constituée d'une équipe restreinte, il n'est pas possible de proposer cet accompagnement. Il est davantage pertinent de couvrir ce créneau à partir des interventions bilatérales que mène Enabel dans les 14 pays partenaires ;

- il existe déjà de nombreuses initiatives innovantes dans le secteur non-marchand (public et privé). Nombre d'entre-elles n'ont pas encore atteint un niveau de maturité suffisant pour se déployer à grande échelle. Au lieu de dupliquer ces initiatives, il est préférable de renforcer celles-ci ;
- lors de la formulation, un état des lieux des financements proposés dans le numérique a identifié un fossé au niveau des financement proposés par les différents acteurs dans le domaine. En proposant des subsides oscillants entre 50k€ et 350k€, le programme Wehubit contribue à combler en partie ce fossé.

Enfin, Wehubit se positionne comme un acteur à la pointe dans **l'identification et l'appui aux initiatives numériques innovantes** mises en œuvre dans les pays partenaires de la coopération belge. Le programme Wehubit est reconnu comme une **structure fiable dans la gestion efficiente et transparente de fonds** provenant d'investisseurs publics et privés désireux de promouvoir des projets numériques de développement.

3.2 LES RÉSULTATS ATTENDUS DU PROGRAMME

Le programme se décline en cinq résultats attendus.

RÉSULTAT 1 – UN MÉCANISME DE FINANCEMENT ACCESSIBLE AUX PROJETS D4D CONTRIBUANT À LA RÉALISATION DES ODD EST OPÉRATIONNEL

La volonté affichée lors de la formulation du programme était de mettre en place un guichet unique en ligne pour faciliter l'accès aux financements de la coopération belge pour les initiatives numériques, et ainsi éviter de démultiplier les canaux de financement et le saupoudrage.

Le portail doit permettre de lancer des appels à propositions thématiques afin d'octroyer des subsides sur base compétitive, et en règle avec le cadre règlementaire en place.

Initialement, le portail devait également permettre aux entreprises privées de présenter leurs demandes de prêts pour des projets ayant une composante numérique, et respectant les normes de la Société belge d'Investissement pour les Pays en Développement (BIO). Ce volet ne sera pas mis en œuvre, pour des raisons expliquées de manière détaillées dans le chapitre relatif au « *Résultat 3 – Octroi de prêts* » de ce rapport.

RÉSULTAT 2 – LES ENTITÉS PUBLIQUES, LES ENTREPRISES SOCIALES ET LES ORGANISATIONS À BUT NON LUCRATIF ONT MIS EN ŒUVRE DES PROJETS FOURNISSANT DES SOLUTIONS NUMÉRIQUES GRÂCE À DES SUBVENTIONS

Le résultat 2 couvre la gestion des subsides. Le budget du programme prévoit un montant de 7,2 millions d'euros à octroyer sur les cinq années du programme. La sélection des projets à financer se fait sur base compétitive, en suivant un processus d'appel à propositions (AàP) organisé en deux

tours. Les projets financés ont une durée comprise entre 12 et 36 mois, et sont mis en œuvre dans un des 14 pays partenaires de la coopération belge.

L'Arrêté royal du 23 février 2018 relatif à l'octroi de subsides par Enabel détaille les différents dispositions qu'Enabel doit respecter dans la gestion des subsides. Cela concerne aussi bien la sélection des projets que leurs suivis et contrôle lors de leur mise en œuvre.

RÉSULTAT 3 – PLUS D'ACTEURS PRIVÉS ONT ACCÈS À DE MEILLEURES SOLUTIONS FINANCIÈRES POUR METTRE EN ŒUVRE LEUR PROJET D'INVESTISSEMENT

Le résultat 3 concerne les prêts octroyés aux entreprises privées. Enabel n'ayant pas la responsabilité du résultat 3, le présent rapport ne couvrira pas celui-ci.

Néanmoins le Chapitre *4.3 Résultat 3 – Octroi de prêts* abordera ce volet en listant quelques réflexions sur cette première expérience opérationnelle de collaboration entre les deux institutions Enabel et BIO.

RÉSULTAT 4 – LA FACILITATION DE PARTENARIATS ET LA CAPITALISATION SE TRADUISENT PAR UNE COLLABORATION ACCRUE SUR D4D

L'intérêt pour le 'numérique au service du développement' ne cesse de croître sur la scène nationale et internationale. Le programme Wehubit recherche des synergies et complémentarités par le biais de partenariats, tant en Belgique et en Europe, qu'en Afrique.

Wehubit collabore étroitement avec les acteurs de la société civile, du secteur privé et du secteur public.

RÉSULTAT 5 – DES FONDS SUPPLÉMENTAIRES SONT COLLECTÉS

Le programme a comme ambition de se positionner comme un gestionnaire de fonds fiable, transparent et efficient. L'outil permettant de lancer des appels à propositions en ligne pourrait intéresser d'autres bailleurs institutionnels et/ou philanthropiques. Leurs fonds pourraient ainsi venir compléter les fonds initiaux de la coopération belge.

3.3 PORTÉE DE L'INTERVENTION

La Convention de Mise en Œuvre (CMO) a une durée de 6 ans. L'exécution du programme et son budget sont quant à eux planifiés sur une durée de 5 ans, permettant une période tampon de 12 mois permettant le démarrage et la clôture administrative. Le démarrage de l'exécution de l'intervention a été acté au 1er avril 2018 lors du 1er comité de pilotage. La période de mise en œuvre se clôturera dès lors au 31 mars 2023.

Au niveau géographique, l'intervention couvrait théoriquement les 14 pays partenaires de la coopération belge pour les subsides, et les 52 pays d'intervention de BIO pour les prêts (avec un accent mis sur l'Afrique). Néanmoins avec le retrait des activités liées à BIO, la couverture géographique effective correspond aux 14 pays partenaires de la coopération au développement belge.

3.4 L'ÉQUIPE DU PROGRAMME WEHUBIT

Pour atteindre ces résultats, le document technique et financier (DTF) de l'intervention prévoit 2 équivalents temps plein (ETP).

Wehubit programme manager

Arnaud Leclercq

arnaud.leclercq@enabel.be

+32 476 92 02 59

Financial officer (50%)

Jasper Vliers

jasper.vliers@enabel.be

+32 470 99 14 45

Administrative assistant (50%)

Pascale Trojan

pascale.trojan@enabel.be

+32 476 92 02 83

4 PRÉSENTATION DES ACTIVITÉS RÉALISÉES PAR WEHUBIT EN 2019

Alors que l'année 2018 avait été consacrée au démarrage du programme, avec le recrutement de l'équipe, la création du site Internet et du portail en ligne, et la mise en place du système des appels à propositions, l'année 2019 s'est traduite par une montée en puissance, avec deux appels à propositions exécutés et la préparation d'un 3ème à être lancé dès la 1ère semaine de l'année 2020.

L'augmentation rapide du nombre de projets s'est accompagnée de la mise en place d'un système de suivi des projets. Un effort particulier a été mis sur le développement de synergies entre les projets soutenus et ceux mis en œuvre par Enabel dans les pays partenaires. La relation avec BIO s'est également clarifiée tout au long de l'année 2019, ce qui a permis de mieux comprendre les limites du programme actuel en ce qui concerne l'inclusion du secteur privé.

Au niveau des partenariats, le programme a accompagné le processus dans lequel il avait engagé Enabel au niveau européen. Enabel a poursuivi l'effort de dialogue au niveau européen, en y jouant un rôle prépondérant dans la coordination des agences des Etats Membres entre eux, et avec l'Union Européenne. Le programme Wehubit a participé activement aux événements organisés par ses partenaires en Belgique (BIO, plateforme D4D, EU) et Enabel.

Etant en 2019 un programme encore assez récent, la recherche de financements additionnels n'a pas été une priorité. Fort d'un portefeuille de projets plus conséquents, le programme vise à d'abord mettre l'accent sur les résultats atteints, et communiquer dessus, avant de prospecter de manière active.

4.1 RÉSULTAT 1. L'UNITÉ DE GESTION DU PROGRAMME ET LE PORTAIL WEHUBIT

Les activités liées à la création du portail, au recrutement de l'équipe et au développement des différents outils ont principalement été mises en œuvre durant l'année 2018.

En 2019, sous le résultat 1, les activités réalisées relèvent principalement de la coordination générale du programme (Act. 1.1).

Après un premier appel à propositions en 2018, le programme a peaufiné ses outils, ses processus et sa communication, afin de :

- couvrir une audience encore plus large lors des appels à propositions. Cela a permis également de toucher des initiatives plus reculées, souvent inconnues d'Enabel ;
- améliorer la qualité des propositions entrantes, en réécrivant les parties ayant soulevé des questions par les participants, en clarifiant certains concepts (HRBA, scaling-up) et en ajoutant des sections FAQ/Tips
- rendre les appels à propositions plus efficaces dans le traitement des dossiers (pouvant atteindre le nombre de 200 dossiers par appel)
- rendre l'analyse et la sélection des dossiers encore plus fine et ainsi diminuer les risques liés aux projets.

Etant donné l'équipe restreinte, la gestion quotidienne du programme consiste en une grande variété de tâches, allant de l'administration à la gestion de projets, en passant par la représentation, la collaboration et les partenariats.

4.2 RÉSULTAT 2. LA GESTION DES SUBSIDES

Au niveau de la gestion des subsides, l'année a été marquée par le lancement de deux nouveaux appels à propositions, et la mise en place du suivi des conventions de subsides déjà signées.

LE LANCEMENT DE DEUX APPELS À PROPOSITIONS

Suite au premier appel à propositions lancé en 2018, le programme a suscité un réel intérêt au sein d'Enabel et de ses partenaires. Il a fallu faire des choix concernant les thématiques couvertes par les deux appels de l'année 2019. Le choix des thématiques s'est fait sur base de critères définis en équipe. Une priorité a été donnée aux thématiques s'alignant sur les politiques de la coopération belge au développement (loi, note politique D4D, etc.). Les thématiques tiennent également compte des intérêts des acteurs représentés au comité de pilotage, ainsi de que des éventuels partenariats en cours avec d'autres acteurs institutionnels. L'existence passée, présente ou future de possibilités de financements dans le domaine offertes par d'autres bailleurs est également prise en compte, afin d'éviter de couvrir à deux reprises une même thématique. Enfin, la disponibilité des experts thématiques en interne peut également influer sur le choix final, puisque ceux-ci sont appelés à accompagner l'équipe de l'unité de gestion de programme tout au long des différentes étapes d'un appel à propositions, ainsi que dans le suivi des projets financés.

La diffusion des appels à propositions s'est faite via de nombreux canaux, tant généralistes que spécialisés et tant belges que mondiaux. L'information a été partagée au travers de médias sociaux, de courriers électroniques, de plateformes numériques en ligne, et au travers d'événements qui avaient lieu durant la période concernée. Au vu de l'activité des visiteurs sur le site Internet, et du nombre de propositions reçues à chaque appel, il est évident que la diffusion est large, ciblée et suffisante.

Par ailleurs, sur base des dossiers reçus lors d'appels précédents, et sur base des questions soulevées par les organisations intéressées à soumettre un dossier, l'équipe n'a eu de cesse d'améliorer les documents, formulaires et le site Internet pour préciser l'information, et clarifier les phrases et terminologies concernées. Cet effort permanent et continu dans l'amélioration des processus a résulté dans une qualité accrue des dossiers reçus, et dans une efficacité de la gestion des appels à propositions.

La procédure de sélection a été décrite dans le rapport annuel 2018. Le processus et la composition du comité n'ont pas été modifiés à l'exception de l'absence de BIO, tel qu'approuvé par le Comité de Pilotage, et expliqué dans le chapitre 4.3 ci-dessous. Seuls les formulaires et grilles d'évaluation ont été modifiées afin de les améliorer en tenant compte de l'expérience antérieure.

APPEL À PROPOSITIONS #2: CLIMATE-SMART AGRICULTURE (BEL1707111-AP-02)

Les systèmes agricoles du monde entier sont confrontés à un triple défi : comment accroître la productivité de manière durable tout en limitant l'impact de l'agriculture sur le changement climatique et en renforçant la résilience des chaînes de valeur agroalimentaires ?

L'agriculture intelligente face au climat a précisément pour objectif de répondre au triple défi auquel l'agriculture est confrontée, c'est-à-dire la productivité, l'adaptation au climat et, dans la mesure du possible, l'atténuation des causes du changement climatique.

Le deuxième appel du programme visait à encourager le recours aux produits ou services numériques qui permettent à des techniques ou technologies à l'efficacité avérée prônées par l'agriculture intelligente face au climat à s'imposer dans les esprits des agriculteurs et dans leurs activités.

Traffic sur le portail

La bonne diffusion de l'appel à propositions est confirmée ci-dessous par les chiffres de visites du portail et le nombre de propositions reçues.

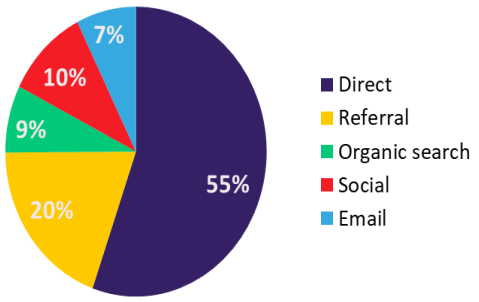
Pendant les 3 mois autour du AP02 (01-03/2019), 36.615 pages ont été consultées par 6.162 visiteurs uniques.

Les 10 pays à partir desquels le site a été le plus consulté durant cette période sont listés par ordre décroissant d'importance dans le tableau présenté ici.

Notons que dans les cas de l'Ouganda et la Tanzanie (respectivement 2ème et 4ème sur la liste) il y a eu de nombreuses interactions avec les ambassades belges, qui ont été d'excellents relais.

1.	United States	647 (10,28 %)
2.	Uganda	640 (10,17 %)
3.	Belgium	587 (9,33 %)
4.	Tanzania	410 (6,52 %)
5.	Palestine	300 (4,77 %)
6.	Rwanda	251 (3,99 %)
7.	Congo - Kinshasa	225 (3,58 %)
8.	Mali	210 (3,34 %)
9.	Senegal	207 (3,29 %)
10.	Morocco	202 (3,21 %)

La source du trafic et des visites effectuées sur le site internet est également une bonne indication de l'efficacité des canaux de communication. Plus de la moitié des visiteurs ont directement recherché le site internet (*Direct*), et 45% y sont parvenus via un autre canal :



- Lien figurant sur un autre site internet (*Referral*) ;
- Médias sociaux (*Social*) ;

- Via courrier électronique (*Email*)
- Seuls 9% y sont parvenus via une recherche sur un moteur de recherche (*Organic search*). Autrement dit les trois premiers canaux de référence ont bien fonctionné.

Procédure de sélection

Ci-dessous un aperçu de l'évolution du nombre de propositions tout au long de la procédure de sélection :

Chiffres clés de l'appel

Visiteurs site Internet	6.162
Propositions 1er tour	121
Propositions éligibles	58
Alignement sur principes	39
Liste restreinte 2ème tour	11
Conventions signées	5

Propositions reçues par pays - Top 5

Ouganda	21
Palestine	17
Tanzanie	14
Mali	13
Bénin	11

Les projets retenus

Sur base de l'enveloppe disponible pour cet appel à propositions et des montants présentés dans les budgets des propositions évaluées au 2ème tour, cinq projets ont été retenus.

AGRICULTURE INTELLIGENTE FACE AU CLIMAT

Janvier 2019

PAYS	ORGANISATION + PARTNENAIRES	PROJET	BUDGET	PERIODE	ODD
Tanzanie	AfriScout	AfriScout	350,000 €	06/2019 -06/2021	2, 13
Burkina Faso, Mali, Niger	VSF Belgique + Action Contre la Faim Espagne	SIT Sahel Lafia	350,000 €	07/2019- 06/2020	2, 13
Tanzanie	Kilimo Trust + Rikolto	IMAP4CSA	350,000 €	06/2019 - 06/2021	2, 8, 13
Sénégal	Farm Radio International	DAS4CSA	349,477 €	06/2019 - 06/2021	2, 5, 13
Bénin	Technoserve	Cajulab	349,238 €	06/2019 - 06/2021	2, 13

AFRISCOUT - TANZANIE

Une bonne gestion de la migration du bétail, pratiquée de façon saisonnière par les pasteurs masaïs dans le nord de la Tanzanie, peut contribuer à stimuler la croissance des plantes, à minimiser le surpâturage et à améliorer les conditions de vie du cheptel. Cependant, les conditions climatiques changeantes ont entravé leur capacité à pratiquer un pâturage optimal, avec les conséquences négatives que cela implique pour les terres et les troupeaux.

Le projet vise à améliorer la gestion climato-intelligente des zones arides du nord de la Tanzanie ainsi que du cheptel qui en dépend à travers l'accès et l'utilisation à plus grande échelle de l'application *AfriScout*, qui fournit aux pasteurs des données cartographiques sur les pâturages exploitables.

Le projet a débuté par la mise à jour de la cartographie numérique des pâturages tracée il y a 3 ans dans les districts de Longido, Monduli et Ngorogoro. La cartographie sera également étendue à un nouveau district pastoral. Quatre cartes des pâturages, synchronisées avec les données satellitaires, seront ainsi produites et mises à la disposition de plus de 600.000 pasteurs vivant dans ces districts, grâce à l'application mobile.

Le projet ambitionne de passer de 625 utilisateurs actuels à 5.700 utilisateurs enregistrés dans les quatre districts tanzaniens, et à 625 abonnés payants. Les utilisateurs enregistrés sont ceux qui ont téléchargé l'application mobile et se sont inscrits pour une période d'essai gratuite de 6 mois. Les abonnés sont ceux dont la période d'essai gratuite a expiré et qui sont devenus des abonnés payants.

Le projet s'attend à ce que la participation des utilisateurs augmente, comme en témoignent le nombre d'alertes de crowdsourcing, les commentaires sur les alertes et le ratio mensuel d'utilisateurs actifs par rapport aux utilisateurs inscrits. Cette participation croissante sera soutenue par l'intermédiaire d'agents de terrain et d'ambassadeurs communautaires, ainsi que par les médias et du matériel de communication.

Au travers de son approche participative en ligne, l'application AfriScout fournit des contenus numériques pertinents pour les pasteurs, mis au point avec des pasteurs pour les pasteurs. La principale fonction de la carte des pâturages dérivée d'images satellitaires est l'affichage de la disponibilité de fourrage et d'eau spécifiquement pour la communauté d'utilisateurs.

L'application fournit ainsi des informations locales spécifiques, qui viennent compléter et qui respectent les structures communautaires existantes ainsi que les processus décisionnels. La conception et le langage visuel de l'application sont accessibles à tout un chacun, quel que soit son niveau d'expérience avec la technologie. Les informations fournies par la carte sont précises et disponibles, quelles que soient les contraintes de réseau (2G), d'énergie, de données et de batterie. L'application est compatible avec tous les systèmes d'exploitation Android ; elle est aussi entièrement fonctionnelle hors ligne et est disponible dans cinq dialectes régionaux.

SYSTÈME D'INFORMATION NUMÉRISÉ POUR UNE TRANSHUMANCE APAISÉE AU SAHEL CENTRAL (SIT SAHEL LAFIA) – BURKINA FASO, MALI & NIGER

Le projet vise à renforcer les mécanismes d'information traditionnels des pasteurs par l'utilisation des nouvelles technologies numériques en vue d'une transhumance apaisée au Sahel central, dans un contexte de vulnérabilité pastorale, marquée par les changements climatiques et les conflits liés à l'accès et au contrôle des ressources partagées. Il s'agit de fournir aux éleveurs les informations nécessaires à leur prise de décision en temps réel, pour faciliter ainsi leur mobilité. Cela permettra de prévenir les conflits liés à l'accès et au contrôle des ressources naturelles, mais également aux éleveurs de mieux s'adapter face aux changements climatiques, en adoptant de bonnes pratiques d'élevage, transmises via des solutions numériques.

Les productions pastorales seront optimisées par des prises de décisions informées des éleveurs de la sous-région grâce au regroupement de systèmes existants et reposant sur la collecte des données de terrain, l'imagerie satellitaire, et ensuite, la diffusion des informations qui en sont issues.

De plus, des contenus numérisés sur les techniques d'élevage climato-intelligentes seront diffusés par la téléphonie mobile et les radios communautaires, permettant aux éleveurs du Sahel central d'adapter leurs pratiques d'élevage.

Le projet prévoit également de renforcer les capacités (i) des organisations pastorales et agricoles, (ii) des services techniques et (iii) des dispositifs nationaux d'alertes et de réponses précoces en matière de gestion et de valorisation des plateformes numériques d'information.

ATTÉNUATION, ADAPTATION ET PRODUCTIVITÉ POUR UNE AGRICULTURE INTELLIGENTE FACE AU CLIMAT (IMAP4CSA) - TANZANIE

Le projet vise (i) à renforcer les pratiques d'atténuation du changement climatique liées à la culture du riz adoptées par les agriculteurs, (ii) à aider ces derniers à s'adapter au changement climatique et (iii) à accroître de manière durable la productivité agricole et les revenus des petits riziculteurs en renforçant, à l'intention des petits agriculteurs de la région d'Iringa, les services d'information et de connaissances numériques en lien avec la norme mondiale définie par la *Sustainable Rice Platform*.

La solution numérique se concentre sur la collecte de données, leur analyse et traitement, et la diffusion des informations. Elle se compose de deux éléments principaux : l'application *Know Your Plot* et le cadre *Spatiotemporal Agriculture Framework*.

Know Your Plot est une application mobile pour la collecte de données, tandis que le *Spatiotemporal Agriculture Framework* est une plateforme web permettant de traiter les données, de les stocker et de diffuser les informations.

SERVICES DE CONSEIL NUMÉRIQUES POUR L'AGRICULTURE INTELLIGENTE FACE AU CLIMAT (DAS4CSA) - SÉNÉGAL

En combinant divers outils numériques, Farm Radio International (FRI) vise à intensifier l'utilisation de services de conseil interactifs et sensibles au genre en matière d'agriculture climato-intelligente.

Pour ce faire, Farm Radio International collabore avec trois radios sénégalaises, qui jouissent de la confiance des agriculteurs. La méthodologie de FRI prévoit des émissions hebdomadaires sur ces trois radios, durant lesquelles les auditeurs peuvent participer gratuitement en utilisant des SMS ou de l'IVR. Les questions soulevées par les auditeurs et auditrices sont ensuite regroupées sur un serveur, et transmises à un comité technique, qui va les traiter et y répondre. Les questions les plus communes seront ensuite transmises par radio à l'ensemble de la population. Des questions plus spécifiques seront répondues directement par téléphone à la personne concernées.

L'utilisation de la radio permet d'avoir une couverture extrêmement large par rapport aux moyens nécessaires, du fait de l'audience existante en zone rurale. Par ailleurs, FRI s'appuie sur des groupements de femmes existants, qui reçoivent par groupe une radio conçue par FRI. Celle-ci se charge avec un petit panneau solaire intégré, et est très robuste.

En résumé, grâce aux technologies mobiles gratuites, les agriculteurs posent des questions pour intégrer de nouvelles informations, écouter leurs pairs, entrer en contact avec des services ou des fournisseurs, contribuer à et utiliser le contenu d'émissions dans un système tenant compte des besoins des agriculteurs et des questions de genre. Les agriculteurs sont confiants dans la capacité des conseillers techniques à évaluer quelles sont les informations et les pratiques agricoles climato-intelligentes pertinentes et efficaces pour accroître la résilience de leurs systèmes agricoles.

CARTOGRAPHIE DES ZONES DE PRODUCTION ASSISTÉE PAR DRONES POUR UNE PRODUCTION DE NOIX DE CAJOU INTELLIGENTE FACE AU CLIMAT (CAJULAB) - BENIN

Les faits démontrent de manière croissante que l'essor récent de la production de noix de cajou au Bénin se situe dans des zones précédemment boisées, ce qui a pour effet de supprimer les avantages climatiques des forêts et de réduire la biodiversité.

Pour relever ce défi, le projet vise à améliorer les services d'agriculture climato-intelligente (dont l'observation des parcelles, la formation des agriculteurs et l'appui aux politiques sectorielles) à l'intention des petits cultivateurs de noix de cajou au Bénin. Si le gouvernement ambitionne de relever la production de 120.000 tonnes à 300.000 tonnes, les récoltes de noix relativement faibles mettent en exergue la nécessité d'intensifier la production par hectare et de ne pas augmenter la superficie productive de manière excessive. Les drones sont capables de cartographier de larges zones de production de noix de cajou afin d'identifier les zones où les pratiques agricoles sont mal adaptées au climat, permettant ainsi aux décideurs politiques et aux prestataires de services d'adapter les services techniques apportés aux producteurs et de déployer de manière plus efficiente les ressources là où elles sont nécessaires.

Pour atteindre cet objectif, un outil numérique performant, efficace et reproductible est en cours de développement. Celui-ci permettra d'identifier l'état sanitaire des parcelles et les pratiques de gestion foncière dans les zones de production de noix de cajou au Bénin.

Le projet pilotera et diffusera ensuite un plan d'action relatif à la culture climato-intelligente de la noix de cajou, comprenant des recommandations politiques et une trajectoire de formation des agriculteurs à l'intention du ministère de l'Agriculture et de la fédération nationale des producteurs d'anacarde.

La solution numérique de ce projet comporte deux volets : d'une part, la collecte efficace de données relatives aux parcelles de noix de cajou par des drones et, d'autre part, l'analyse rapide de l'état sanitaire des parcelles de noix de cajou par un algorithme basé sur le *machine learning*. Cet algorithme intégrera les données fournies par le drone, mais aussi toutes une série d'autres données provenant de multiples sources (cartographie IGN, services techniques, fédération des producteurs, données météorologiques, etc.)

APPEL À PROPOSITIONS #3: E-HEALTH (BEL1707111-AP-03)

On entend le plus souvent par eSanté l'utilisation de technologies de l'information et de la communication (TIC) au service de la (meilleure) santé. L'eSanté englobe également la santé mobile (ou m-santé), une sous-catégorie qui regroupe les services médicaux et de santé publique sur dispositifs mobiles. Pour l'OMS, l'eSanté se définit comme l'utilisation des TIC pour améliorer la santé des malades en renforçant l'accès aux soins et à l'information médicale.

Le numérique ne se contente pas de contribuer à tous les piliers du système de santé : meilleure qualité de services, meilleure gestion financière, meilleure gestion des moyens humains, obtention rapide d'informations de qualité sur la santé et prise de décision fondée sur des données. Il possède en outre le potentiel de donner de l'autonomie aux populations et une voix aux communautés. C'est donc dans une approche fondée sur les droits humains que le programme a lancé ce troisième appel à propositions sur le thème de l'eSanté.

Diffusion de l'appel à propositions

Les données relatives à la diffusion et à la participation au 3ème appel à propositions sont semblables aux précédents, avec également une série de pays qui se démarquent tant au niveau de l'origine des soumissionnaires que de la destination des projets.

Traffic sur le portail

Pendant les 3 mois autour du AP03 (05-07/2019) 27.666 pages ont été consultées par 4.523 visiteurs uniques.

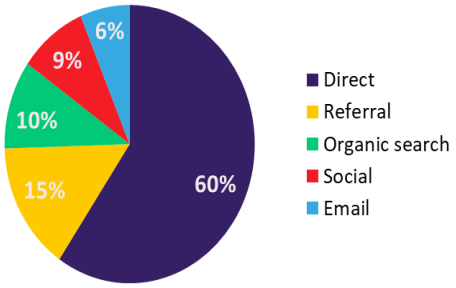
Les 10 pays à partir desquels le site a été le plus consulté durant cette période sont listés par ordre décroissant d'importance dans le tableau présenté ici.

Les pays qui diffusent le mieux et génèrent donc le plus de trafic sur le site sont très semblables depuis le début du programme.

1.	United States	627 (13,51 %)
2.	Belgium	500 (10,78 %)
3.	Uganda	355 (7,65 %)
4.	Tanzania	228 (4,91 %)
5.	Rwanda	215 (4,63 %)
6.	Benin	205 (4,42 %)
7.	Morocco	189 (4,07 %)
8.	Congo - Kinshasa	187 (4,03 %)
9.	France	152 (3,28 %)
10.	Burundi	121 (2,61 %)

La source du trafic et des visites effectuées sur le site internet est également une bonne indication de l'efficacité des canaux de communication. 60% des visiteurs ont directement recherché le site internet (*Direct*), et 40% y sont parvenus via un autre canal :

- Lien figurant sur un autre site internet (*Referral*) ;
- Recherche sur un moteur de recherche (*Organic search*) ;
- Médias sociaux (*Social*).
- Courriers électroniques (*Email*)



Procédure de sélection

La procédure de sélection a suivi le même processus. On notera un nombre plus faible de dossiers reçus, mais un nombre plus important de propositions éligibles et alignées. Ce qui traduit une amélioration dans la qualité des propositions reçues.

Chiffres clés de l'appel

Visiteurs site Internet	4.523
Propositions 1er tour	79
Propositions éligibles	43
Alignement sur principes	29
Liste 2ème tour	9
Conventions signées	5

Propositions reçues par pays - Top 5

Ouganda	13
RD Congo	11
Rwanda	9
Tanzanie	8
Burkina Faso	8

Les projets retenus

Le montant budgétisé pour cet appel était identique au précédent, soit 1.500.000 €. Ce qui a permis de sélectionner au final 5 projets.

E-SANTÉ

Mai 2019

PAYS	ORGANISATION + PARTNENAIRES	PROJET	BUDGET	PERIODE	ODD
Ouganda	Brick by Brick	Mama Rescue	350,000 €	12/2019 – 11/2022	3 5
Burkina Faso	GRET	Community health, digital and communication technologies	328,265 €	01/2020– 11/2022	3 5
RD Congo	Physicians for Human Rights	Medicapt	315,000 €	12/2019 – 11/2021	3 5 16
Tanzanie	Pharm Access	Transforming Zanzibar's Health System	347,357 €	01/2020 – 12/2021	3
Tanzanie	d-Tree international	Machine Learning-Zanzibar	349,887 €	12/2019 – 11/2021	3 5

MAMA RESCUE : UN TRANSPORT QUI SAUVE LA VIE DES MÈRES ET DES BÉBÉS - OUGANDA

L'Ouganda souffre d'un taux de mortalité maternelle de 336 décès pour 100.000 naissances vivantes. D'après les estimations, 75 % de ces décès sont attribuables à la décision tardive de recourir à des soins obstétricaux et néonataux qualifiés, à un retard d'accès à des soins obstétricaux et néonataux qualifiés une fois la décision prise, ou à un retard dans l'obtention de soins de qualité une fois arrivés dans un établissement de santé.

Mama Rescue se concentre sur le 2e retard dans les zones rurales reculées, à savoir l'accès à des soins obstétricaux et néonataux qualifiés. Le projet encourage les femmes à se rendre aux consultations prénatales. Lorsqu'elles prennent part aux quatre consultations de soins prénataux, les femmes reçoivent des bons de transport numériques utilisables par téléphonie mobile. Grâce à ces bons, elles peuvent bénéficier du transport gratuit pour aller accoucher dans les centres de santé. Lorsque le travail d'accouchement commence, il leur suffit d'utiliser le bon d'achat sur la plateforme de téléphonie mobile pour prendre contact avec des taxis motos et automobiles locaux, et assurer ainsi leur transport du domicile au centre de santé et/ou du centre de santé à l'hôpital. De plus, le centre de santé sera automatiquement informé de leur arrivée et pourra se préparer aux soins nécessaires à prodiguer.

Ce système permet d'atténuer ainsi les risques liés à la mortalité et à la morbidité maternelles et néonatales, et de renforcer la confiance des mères et des sages-femmes dans le système de santé.

Mama Rescue utilise les réseaux de téléphonie mobile et les plateformes de paiement par téléphonie mobile existant en Ouganda pour mettre en rapport les chauffeurs de taxis motos et automobiles locaux et femmes en travail d'accouchement dans les zones rurales qui ont besoin d'un transport urgent vers des centres de santé et des hôpitaux.

SANTÉ COMMUNAUTAIRE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (SANCOTIC) - BURKINA FASO

Malgré de réelles avancées, au Burkina Faso la mortalité infanto-juvénile demeure très élevée (8,86%) du fait de la faible accessibilité aux services de santé surtout dans les zones rurales. Les agents de santé à base communautaire (ASBC), censés offrir les premiers conseils et soins de santé aux populations éloignées des centres de santé , sont peu outillés et leurs prestations sont de faible qualité.

Pour répondre à cette problématique, les autorités ont adopté la stratégie de prise en charge intégrée des maladies de l'enfant (PCIME) qui est mise en œuvre au niveau communautaire par les agents de santé à base communautaire. Ils doivent être formés et supervisés régulièrement mais faute de ressources, une grande partie d'entre eux n'a pas été formés jusqu'à présent. De plus, du fait de l'insécurité qui perdure, les visites de supervision par des professionnels de santé qui appuient les ASBC deviennent rares.

Le projet vise à renforcer durablement les capacités des agents de santé à base communautaire des villages situés à plus de 5km des Centres de Santé et de Promotion Sociale dans la mise en œuvre (i) de la prise en charge intégrée des maladies de l'enfant à l'échelle communautaire, et (ii) de leur paquet de services de promotion de la santé et de prévention des maladies.

Sous ce projet, le Gret duplique AlloLaafia, sa plateforme de sensibilisation via mobile des populations sur les pratiques familiales essentielles, déjà opérationnelle. Le Gret y développe et y intègre des contenus numériques spécifiques à l'attention des agents de santé à base communautaire. La gestion de cette nouvelle plateforme sera transférée et confiée au Ministère de la Santé afin que celui-ci dispose d'un outil de renforcement à distance des connaissances et compétences des agents de santé à base communautaire dans la Région de l'Est afin d'améliorer la qualité de leurs prestations.

Il s'agit donc de mettre en place un système de formation à distance positionné au Ministère de la Santé afin que 17 000 agents de santé à base communautaire puissent être atteints. 300 messages SMS clés sur le rôle de l'ASBC et sur les connaissances essentielles pour son travail seront rédigés et diffusés par le biais de la plateforme. Une vingtaine de supports audiovisuels conçus pour faciliter la maitrise des principaux gestes pratiques seront également produits et diffusés sur des mini-cartes USB lisibles pour tablettes et ordinateurs portables.

MEDICAPT : LA TECHNOLOGIE AU SERVICE DE LA JUSTICE - RDC

Chaque année, des dizaines de milliers d'adultes et d'enfants sont victimes de violences sexuelles dans les zones de conflit à travers le monde. La plupart des survivants ne signalent pas ces crimes, mais les cas de ceux qui le font n'aboutissent bien souvent pas en raison du manque de preuves ou de leurs qualités insuffisantes.

Les examens médicolégaux sont rarement effectués, les dossiers médicaux sont incomplets et les cliniciens, les forces de l'ordre, les avocats et les juges ne communiquent pas entre eux ou ne se comprennent pas.

Les établissements de santé et les commissariats de police qui utilisent des formulaires papier manquent souvent d'espace de stockage adéquat pour en assurer une conservation sécurisée. Ils éprouvent souvent des difficultés à parcourir de longues distances pour récupérer les preuves en raison de mauvaises routes ou du manque d'accès à des véhicules.

Pour relever ces défis, même dans les environnements aux ressources les plus limitées, Physicians for Human Rights a développé MediCapt, une application mobile pour aider les cliniciens à documenter les preuves médicolégales de violence sexuelle lors de la rencontre avec la victime.

MediCapt a été conçue afin de permettre aux cliniciens de recueillir, stocker et partager en toute sécurité les preuves médico-légales de crimes sexuels, et liés au genre, avec les professionnels du droit et les forces de l'ordre, tout en respectant la chaîne de contrôle, en protégeant la vie privée des patients et l'identité des témoins, et en prévenant la destruction ou la perte de preuves essentielles.

MediCapt est une double application basée sur Android ; d'une part, sur les appareils mobiles, tels que les smartphones et les tablettes, elle convertit les formulaires papier d'admission médicale sur une plateforme numérique qui incite les cliniciens à recueillir des preuves médico-légales normalisées auprès des survivants, y compris les signes physiques et psychologiques.

D'autre part, un tableau de bord en ligne sur le web permet aux policiers, aux avocats et aux juges d'accéder en toute sécurité aux renseignements pertinents sur les cas téléchargés par les cliniciens.

MediCapt permet de s'assurer que, contrairement aux documents papier, les preuves sont enregistrées de manière exhaustive, qu'elles ne sont pas facilement perdues ou compromises, et que les informations sont lisibles de sorte que les professionnels du droit puissent les utiliser pour monter des dossiers et poursuivre les auteurs des violences. Elle aborde également le problème récurrent des ruptures de stock de formulaires papier qui empêchent de documenter les crimes sexuels et liés au genre.

De plus, en intégrant des capacités de capture de photos sécurisées, les cliniciens peuvent utiliser MediCapt pour collecter des photographies médico-légales des blessures des survivants et transmettre les données en toute sécurité aux autorités qui poursuivent les auteurs de violence sexuelle. Cette technologie de documentation prend également en charge un pictogramme interactif du corps humain qui permet aux cliniciens d'y indiquer l'emplacement et les caractéristiques des blessures du patient, et les invite à prendre des photos médicolégales des plaies correspondantes. Les preuves sont essentielles pour garantir des enquêtes policières solides et des poursuites efficaces.

SAFECARE : SOUTIEN AU GOUVERNEMENT DE TANZANIE DANS L'ÉLABORATION DE SA NOUVELLE STRATÉGIE DE FINANCEMENT DE LA SANTÉ, AFIN D'ASSURER DES SOINS DE MEILLEURE QUALITÉ ET D'ATTEINDRE LA COUVERTURE UNIVERSELLE DES SOINS DE SANTÉ - TANZANIE

À Zanzibar, les soins de santé sont gratuits et accessibles à tous par l'intermédiaire des établissements de santé publique. Les indicateurs cliniques de l'île sont toutefois médiocres en raison d'un financement inadéquat et d'une allocation inefficace des ressources.

Ainsi, Zanzibar est en butte à une pénurie de personnel de santé qualifié, de médicaments essentiels et d'infrastructures, de même qu'à l'absence de services structurés d'amélioration de la

qualité, d'un cadre réglementaire et incitatif pour des soins de santé de qualité, et de données insuffisantes sur l'échelle, la portée et la qualité des soins nécessaires à une affectation pertinente des ressources. Enfin, le système de santé se caractérise par une collecte de données de mauvaise qualité et des mécanismes de rapportage inadéquats.

En conséquence, la qualité globale des soins de santé est faible, ce qui se traduit par une confiance tout aussi faible des patients. Désireux d'améliorer cette situation, le gouvernement de Zanzibar souhaite s'engager dans des réformes des soins de santé, mais il ne dispose pas des outils et données nécessaires pour ce faire.

Contrairement au statu quo actuel où seuls les soins de santé prodigués dans les établissements publics sont gratuits, le nouveau modèle d'assurance comprendra des établissements de santé tant privés que publics. Il est en effet vital d'inclure le secteur privé dans le futur modèle d'assurance maladie afin de garantir que tous les services soient accessibles à l'ensemble des citoyens de Zanzibar.

Ce projet vise à renforcer les capacités et fournit une assistance technique au gouvernement de Zanzibar par le biais de données numérisées sur les soins de santé. Celles-ci faciliteront la prise de décisions en toute connaissance de cause et la fixation de priorités en matière de ressources, et guidera la réforme des soins de santé pour parvenir à une couverture universelle en santé à Zanzibar.

PharmAccess met en place et appuie un système informatisé de gestion de l'assurance (openIMIS) dans 44 établissements de santé. Des données seront collectées sur l'utilisation et les coûts des soins, afin de mettre en évidence les inefficacités et de faciliter la prise de décisions éclairées dans le cadre de la nouvelle stratégie gouvernementale de financement de la santé, ainsi que de fournir une infrastructure numérique pour le régime d'assurance maladie envisagé.

PharmAccess fournit également un modèle numérique d'amélioration progressive de la qualité (SafeCare Steps), qui aide les établissements de santé à améliorer la qualité des soins, tout en recueillant simultanément les données et les commentaires des patients par SMS. Il aidera le gouvernement à collecter et à analyser les données de manière indépendante.

UTILISATION DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET DE L'APPRENTISSAGE AUTOMATIQUE POUR PERSONNALISER ET AMÉLIORER LA SANTÉ PÉRINATALE - TANZANIE

À l'instar de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, Zanzibar connaît des taux élevés de mortalité néonatale, estimés à 29 pour 1.000 naissances vivantes. Les principaux défis contribuant à cet état de fait sont l'accès limité aux soins obstétricaux d'urgence, les retards ou l'incapacité à obtenir des soins, et les facteurs de risque biologiques non détectés en raison du manque de contact avec les prestataires de soins.

Cela étant, en tant qu'approche innovante du *big-data*, l'analyse prédictive a le potentiel d'améliorer l'efficacité et l'efficience de la prestation de soins de santé maternelle, néonatale et infantile dans les pays à revenu faible et moyen (PRFM). Toutefois, il reste encore beaucoup à faire pour construire ces modèles à partir d'ensembles de données cliniques traditionnelles, qui sont souvent incomplets ou inexacts dans des contextes comme celui de Zanzibar.

Le projet vise à personnaliser et à améliorer la santé maternelle, néonatale et infantile à Zanzibar en intégrant l'analyse prédictive dans le système numérique national de santé communautaire grâce au *machine learning*. Cette innovation permettra aux agents de santé communautaires de pré-identifier les femmes ayant des grossesses à haut risque et de les orienter vers des services prénataux et postnataux en vue d'atténuer les risques et d'améliorer les résultats.

Ce projet aide le ministère de la Santé de Zanzibar à reproduire à l'échelon national un programme numérique de santé communautaire qui équipera plus de 2.000 agents de santé communautaire d'applications mobiles et les aidera de la sorte à prodiguer des services de meilleure qualité à domicile aux femmes enceintes et aux enfants de moins de 5 ans.

Au départ, cette application guide les agents de santé communautaires, étape par étape, dans les soins prénataux et postnataux à apporter, y compris dans le dépistage des signes de danger, la planification des naissances, les conseils, l'éducation et la coordination des référencements.

D-tree poursuit actuellement le développement d'un modèle prédictif du risque périnatal, qui a été partiellement développé à partir des données recueillies auprès de plus de 40.000 femmes enceintes. Ce modèle tient compte des données sur les clients déjà saisies dans le cadre du programme ainsi que des flux de données secondaires, dont des données géo-spatiales fournies par drone, qui peuvent aider à déterminer les différences géographiques (qualité des routes, etc.). Il comprend également des données rendues anonymes sur l'utilisation des télécommunications et des transactions d'argent mobile permettant d'indiquer la vulnérabilité des communautés en fonction des types de transactions par téléphone, ainsi que les coordonnées GPS des établissements de santé et des villages permettant d'indiquer la vulnérabilité en fonction de la distance avec les établissements de santé.

D-tree travaillera également avec des experts en santé publique et des experts médicaux, dont le ministère de la Santé de Zanzibar, pour concevoir une version modifiée de l'application de santé communautaire qui comprendra des protocoles améliorés d'aide à la décision et des parcours de soins adaptés, basés sur le modèle prédictif développé dans la phase 1. Un algorithme sera par exemple développé dans l'application, sur la base du modèle prédictif, pour évaluer en continu le risque de mortalité périnatale d'une femme enceinte. Si le risque est identifié comme élevé, les agents de santé communautaires seront incités à mettre en œuvre un régime de soins sur mesure, spécialement conçu pour réduire le risque de mortalité périnatale en fonction des facteurs de risque identifiés. Il peut s'agir d'une augmentation de la fréquence des visites, de conseils et d'une éducation personnalisés, ou encore de l'accompagnement dans un établissement de santé pour bénéficier d'interventions médicales appropriées en temps opportun.

L'application mobile modifiée sera déployée sur une période de 12 mois dans un district avec environ 200 agents de santé communautaires. Le projet analysera les résultats de la mise en œuvre afin de déterminer la performance relative de l'application modifiée ; si cette dernière s'avère efficace, il s'attellera ensuite avec le ministère de la Santé de Zanzibar à l'élaboration d'un plan de mise à l'échelle.

APPELS À PROPOSITIONS PLANIFIÉS EN 2020

Au moment de la rédaction du présent rapport, le **4ème appel à propositions** était déjà en cours. Le thème retenu est « **Réduire la fracture numérique par 'éducation, la formation et le monde du travail** ».

Sous l'impulsion de la numérisation et de la technologie moderne, les citoyens, les (futurs) travailleurs et les entreprises sont confrontés à la nécessité de suivre le rythme effréné de l'évolution de la société et sont en permanence poussés à innover. La numérisation est en train de transformer la manière dont sont exercés les emplois actuels ; elle ouvrira de nouvelles perspectives de carrières et créera des emplois dans l'économie numérique. Même si la numérisation recèle un formidable potentiel que ce soit pour les citoyens et les entreprises, tout le monde n'a pas accès à ces opportunités ou la capacité à les saisir. Ces limitations peuvent être qualifiées de « fracture numérique », à savoir le fossé entre les individus, les ménages, les entreprises et les zones géographiques à différents niveaux socioéconomiques à la fois au regard de leurs possibilités d'accès et de leurs capacités à utiliser les technologies de l'information et de la communication (TIC). L'éducation, la formation et le monde du travail sont essentiels pour réduire cette fracture numérique et s'assurer que chaque membre de notre société peut, en toute sécurité, participer à cette transformation numérique et y contribuer.

En lançant le présent appel à propositions, le programme Wehubit a pour objectif d'identifier et de soutenir les solutions numériques les plus novatrices et les plus prometteuses qui contribueront à réduire la fracture numérique en améliorant les compétences et l'alphabétisation numériques grâce à l'éducation, à la formation et au monde du travail.

Un **5ème et dernier appel à propositions** est planifié pour la fin de l'année 2020. Celui-ci devra être clôturé au plus tard au 1er trimestre de l'année 2021, avec un financement de projets d'une durée maximale de 24 mois, afin de ne pas dépasser le période de mise en œuvre du programme.

L'UGP a mené plusieurs réunions exploratoires en vue d'identifier la thématique la plus pertinente en termes de potentiel et qui recueille la plus grande adhésion auprès des partenaires et unités d'expertise sectorielle et thématique d'Enabel. C'est ainsi que la thématique « **Villes durables et inclusives** » sera proposée.

L'appel à propositions couvrira la problématique de manière holistique, et tachera d'identifier les initiatives numériques innovantes qui :

- Améliorent la provision de services de base au citoyen tels que l'eau, l'électricité, la gestion des déchets, la mobilité, etc.
- Favorisent la participation citoyenne auprès de la définition des politiques publiques, de leur planification, et du suivi des mesures prises par les élus ;
- Facilitent et encouragent l'inclusion des populations vulnérables dans la cité, que celles-ci soient autochtones, ou primo-arrivants (ruraux, migrants, etc.).

LA MISE EN PLACE DU SYSTÈME DE SUIVI DES SUBSIDES

De manière générale, le suivi des projets et de leurs conventions de subsides se fait de manière centralisée, par l'équipe de l'UGP.

Un premier niveau consiste à un suivi purement contractuel, avec la réception des rapports narratifs et financiers lorsque les projets ont atteint un niveau de dépense équivalent à 70% de la dernière avance dont il ont bénéficié. Au niveau du rapport narratif, celui-ci est alors partagé avec l'équipe du programme, ainsi que les points focaux des équipes sectorielles et thématiques (D4D, santé, éducation, agriculture). Chaque projet ayant un référent thématique défini dès le départ. Dans certains cas, des référents se trouvent également sur le terrain, pour des raisons de synergies développées, de proximité géographique, ou d'expertise. Les questions et commentaires sont ensuite centralisées par l'UGP. Ces éléments sont ensuite discutés avec les projets en téléconférence, avec la participation des référents internes à Enabel.

Le programme a fait le choix de ne pas imposer un rapport annuel à tous les projets, afin de tenir compte de la progression propre à chaque projet, et afin également de mieux répartir la charge que cela représente en termes d'analyse et de coordination.

A côté de ces moments formels de rapportage prévus dans la convention, le programme organise également des appels trimestriels qui permettent de garder un contact avec les projets, et une relation plus cordiale, franche et partenariale. Ici aussi, les référents internes à Enabel sont conviés à y participer, à leur souhait.

Au niveau du contrôle financier, celui-ci était initialement voué à être décentralisé auprès des représentations d'Enabel dans les pays partenaires, avec une coordination et un contrôle de deuxième ligne effectué par le Financial Officer, basé à Bruxelles et faisant partie de l'UGP. Mais du fait de la grande variété des situations rencontrées, tant dans les projets appuyés, que dans les équipes locales d'Enabel, cette décentralisation a vite représenté une charge additionnelle en termes de suivi et de coordination. Par ailleurs, le versement des tranches aux projets dépendant des approbations des rapports (narratifs et financiers), tout système mis en place doit s'assurer de ne pas ajouter des étapes, qui représentent des délais supplémentaires et qui donc risquent de ralentir la bonne exécution des projets.

Le programme prévoit également un suivi des résultats des projets en vue de capitaliser les différentes connaissances développées dans ces initiatives porteuses d'innovation. Ce volet est prévu dans le résultat 4 du programme et sera traité à ce niveau dans la présent rapport.

4.3 RÉSULTAT 3. LES PRÊTS

La modalité des appels à propositions peut se révéler être un outil puissant pour identifier des initiatives innovantes et variées, parmi une grande quantité d'acteurs actifs, dans les pays d'interventions de la coopération belge, dans des thématiques définies au préalables. Ces initiatives bénéficient alors au bout du processus d'un appui au travers de subsides. Ceux-ci peuvent éventuellement être couplés à de l'accompagnement technique et du renforcement de capacités. Il s'agit d'un processus hautement compétitif avec des lignes directrices strictes (délais, orientation stratégique) à respecter. Il s'est avéré que la modalité des appels à propositions n'est pas adaptée au métier de BIO. En effet, une opportunité d'investissement qui arrive hors-délais, ou

hors-sujet de la thématique, ne sera logiquement pas rejetée par BIO, si celle-ci répond aux critères d'éligibilité et de rentabilité définis par BIO.

Par ailleurs, une part importante du métier de BIO consiste à effectuer de la prospection proactive auprès de clients potentiels, et au travers d'un travail de réseautage. Les dossiers bancables ne parviennent pas à BIO de manière passive via leur site Internet. Il est très improbable qu'une « fenêtre ouverte » sur le portail Wehubit permettra d'attirer des dossiers qui répondront aux critères de BIO. Ceci se confirme dans les faits : aucune demande sérieuse n'est parvenue via le portail en ligne.

La logique d'un portail unique pourrait éventuellement présenter une valeur-ajoutée pour le financement d'initiatives numériques issues d'entreprises privées si l'offre de financement présentait une large gamme de produits financiers, allant des subsides pour non-marchand aux prêts pour entreprises privées, en passant par des mécanismes de financement d'initiatives naissantes telles que des startups. Dans la situation actuelle, qui dépend du cadre légal dans lequel évoluent les deux institutions, il existe un écart fondamental entre des subsides octroyés au monde associatif inférieurs à 350.000€ et des prêts à destination d'entreprises privées d'un montant supérieur à 1.000.000€.

Par ailleurs, le canal par lequel BIO est actif dans le financement du D4D est indirect, c'est-à-dire par le financement de fonds d'investissement de type Venture Capital, ainsi que dans des institutions financières qui elles proposent des solutions numériques à leurs clients. Par ailleurs, BIO fourni aussi de l'assistance technique pour supporter ses clients dans la transformation numérique de leur activités.

Etant donné qu'initialement la « fenêtre prêt » sur le portail Wehubit était destiné à des financements directs de BIO dans des entreprises, il s'avère en effet que ce n'était pas la bonne approche.

Les éléments listés ci-dessus expliquent la raison pour laquelle le Comité de Pilotage s'est mis d'accord pour que BIO se désengage des activités opérationnelles du programme. BIO souhaite toutefois maintenir le lien avec le programme Wehubit en participant au niveau du Comité de Pilotage. Par ailleurs, BIO a exprimé voir davantage de pistes de collaboration avec Enabel au niveau de la coopération bilatérale, ce qui se traduira par des activités liées au développement du secteur privé dans le cadre des nouvelles programmations bilatérales.

4.4 RÉSULTAT 4. LES PARTENARIATS ET LA CAPITALISATION

LE DÉVELOPPEMENT DE PARTENARIATS

EU D4D COALITION

Au travers de la participation du programme Wehubit au 1er événement multipartite UE D4D en avril 2018, Enabel a, ensemble avec la GIZ et cinq entreprises numériques européennes (Orange, SAP, SES, Nokia et Siemens) initié la création de la « EU D4D Coalition ». L'objectif était de soutenir les premiers dialogues politiques structurés à travers l'organisation d'ateliers thématiques multi-acteurs sur les priorités D4D, avec un objectif à plus long terme de mettre en place un EU D4D Hub dont le secrétariat serait géré par le agences des Etats Membres. Entre octobre 2018 et janvier 2019, et en consultation avec la CE, trois ateliers de la Coalition D4D ont été organisés avec succès

par la Coalition D4D, accueillant des parties prenantes des gouvernements, du secteur privé, de la société civile et de la CE, sur les thèmes des villes intelligentes, de la connectivité et de l'entrepreneuriat numérique (janvier 2019). Le document final (*position paper*) issu des ateliers D4D a permis de nourrir en 2019 le premier projet de rapport du «Groupe de travail UA-UE sur l'économie numérique» (DETF) à partir des données d'expériences pertinentes des acteurs impliqués dans l'exercice.

En décembre 2018, lors du Forum de haut niveau Afrique-Europe organisé par la présidence autrichienne « Prendre la coopération à l'ère numérique » à Vienne, le DETF a été officiellement lancé avec la participation de nombreux membres de la EU D4D Coalition. Lors du 2ème événement multipartite EU D4D organisé par l'UE en mars 2019, les travaux de la EU D4D Coalition ont été présentés.

En avril 2019, Enabel et GIZ ont envoyé la première note conceptuelle du EU D4D Hub (avec l'AFD, l'Estonie et Sida en copie en tant que partenaires) pour approfondir et soutenir le dialogue politique autour du numérique initiés par la Coalition D4D et la DETF, avec les pays partenaires africains. Enabel est ensuite resté en position de co-lead, ensemble avec la GIZ, en coordonnant des appels hebdomadaires tout au long de 2019, afin de mener à bien ce processus. Une note conceptuelle a été partagée en novembre 2019 durant une session réunissant les agences des différents Etats Membres ainsi que DG DEVCO et DG CNECT.

Cette dynamique s'inscrivant parfaitement sous le Résultat 4, le programme Wehubit y a consacré beaucoup de temps et d'énergie en 2018. N'ayant pas d'expertise D4D dans l'équipe, afin de pouvoir coordonner les travaux, le programme a demandé à Enabel de pouvoir faire appel à l'expertise D4D interne dès la mi-2018, tel que prévu par le DTF. Néanmoins, au vu de l'ampleur des discussions et des débats, et de l'absence de ressources techniques directement reliées au programme, il n'a pas été possible de garder la coordination de ces travaux sous le programme Wehubit. Le chantier a été transféré par la cellule « Développement Organisationnel » dans laquelle était logée l'expertise D4D en 2019. Cet exemple illustre bien la difficulté de démarrer des initiatives ou de mener des activités de partenariats dans le domaine du D4D sans pour autant disposer de l'expertise dans l'équipe. L'expertise nécessaire à laquelle fait appel le programme étant logée dans d'autres unités chez Enabel, les initiatives sont ensuite « transférées » par le programme au profit d'Enabel et ne sont plus considérées comme des résultats de Wehubit.

DIAL

Le programme entretien d'excellentes relations avec DIAL, qui coordonne les Principes pour le Développement Numériques auxquels adhère le programme. DIAL étant basé à Washington, les communications se font par courrier électronique et par téléconférence. Ce partenariat permet de s'échanger les bonnes pratiques, de se tenir informé des initiatives existantes dans le domaine du D4D, et de s'assurer une bonne utilisation des principes, tant par le programme que ses projets partenaires.

DIAL organise régulièrement des formations à l'attention des acteurs ainsi que des formations de formateurs. Wehubit a négocié une participation des projets soutenus par le programme lorsque ces formations ont lieu dans un pays partenaire.

SYNERGIES AVEC LES PROJETS ENABEL

Le programme Wehubit ne ménage pas ses efforts pour susciter l'intérêt des collègues sur le terrain et du siège. Les représentations concernées, sont impliquées tout au long du processus de sélection, jusqu'à la signature de la convention de subside. Une fois la convention signée, nous demandons au Représentant Résidant d'initier une rencontre tripartite Projet-Ambassade-Représentation d'Enabel. Cela permet de placer le projet sur la carte des interventions financées par la coopération belge dans le pays concerné, et d'initier dès le départ des rencontres qui peuvent déboucher sur des synergies. De même, les équipes thématiques et géographiques du siège sont également informées des projets partenaires de Wehubit, et peuvent s'en inspirer pour développer dans les interventions bilatérales des partenariats avec ces organisations.

Le tableau ci-dessous reprend un aperçu des synergies engrangées :

GRDR – Tuwindi (Mali)	Enabel a présenté un projet à l'Union Européenne au Mali pour la mise en œuvre d'un projet prévoyant de réutiliser la méthodologie de Tuwindi, mais dans le centre du Mali. L'instabilité et l'insécurité des dernières années à dégradé la confiance de la population, et certainement des jeunes, envers les autorités.
Oxfam Solidarité (Palestine)	Enabel a démarré en janvier 2020 une intervention « Skilled Young Palestine » (SYP) axée sur le développement des compétences des jeunes, dont les compétences numériques sont un volet. La chef de projet du SYP est à présent référente pour Wehubit pour le suivi du projet mis en œuvre par Oxfam, et des synergies sont en train de se mettre en place, notamment au travers des partenaires locaux d'Oxfam (TAM, WATC et Taghyeer).
BarefootLaw (Uganda)	Suite au financement de BarefootLaw par Wehubit, de nombreuses synergies se sont mises en place avec l'intervention d'Enabel qui renforce les capacités des centres de formation des enseignants. Un de ces centres se trouve dans la zone d'intervention du projet de BarefootLaw, le district de Gulu. BarefootLaw a été invité à donner des sessions de formations auprès des futurs enseignants pour leur expliquer les défis liés à l'accès à la justice dans les zones reculées, mais le potentiel également que représente les nouveaux outils numériques. Par ailleurs le programme a attiré l'attention de l'Ambassade eblge sur le porjet, ce qui a débouché sur la visite des locaux de BarefootLaw par l'Ambassadeur de Belgique en Ouganda.
Afriscout (Tanzanie)	Le projet d'Afriscout couvre la même région géographique que le programme Maïsha Bora de la coopération belge, et dont Enabel a la responsabilité de coordonner l'action des nombreux acteurs locaux et internationaux impliqués. Maïsha Bora a travaillé sur l'accompagnement des villages dans le processus de décision de l'utilisation des terres. Cela a abouti a la création et validation de Village Land Use Plans (VLUPs). Grâce aux synergies mises en place

	par Wehubit, Afriscout a intégré ces VLUPs dans son application.
VSF	Le projet mis en œuvre par VS Belgique et Action Contre la Faim Espagne couvre trois pays sahéliens (Burkina Faso, Mali et Niger) et est basé à Niamey. La Belgique est chef de file du groupe des PTF dans le domaine de l'élevage. A cet effet, l'Ambassade belge dispose d'un expert en appui au dialogue politique dans le secteur du développement rural et de l'élevage. Cet expert est sous contrat Enabel. Celui-ci assure un suivi et donne un appui à Wehubit en tant que point focal. De par sa présence au sein de l'Ambassade, et en contact privilégié avec le Ministère, de future synergies sont espérées.
TechnoServe (Benin)	Le projet TechnoServe a collaboré avec les intervention d'Enabel dans le domaine des chaines de valeur agricoles (Anacarde, Ananas). La collaboration est bidirectionnelle : les interventions d'Enabel souhaitent s'inspirer de l'utilisation des drônes par TechnoServe. Technoserve a apporté un appui technique dans la méthodologie (rédaction de documents techniques liés à la définition des besoins, au spécifications, etc.) Pour sa part, Enabel a partagé ses bases de données d'informations relatives à la filière anacarde afin de compléter les données disponibles au projet CajuLab.
PharmAccess (Tanzanie)	Ce projet est suivi de près par l'équipe Santé d'Enabel qui souhaite développer au Burundi un système de suivi de qualité des prestataire de soins de santé similaire à celui de PharmAccess.

ORGANISATION ET PARTICIPATION À DES ÉVÉNEMENTS

Bien que le programme s'est concentré sur le déploiement des appels à propositions et des subsides, celui a tenu à rester actif au niveau du networking et de la participation aux événements dans le secteur. Cette participation active permet de rester un acteur important dans le domaine du D4D au niveau de la coopération belge et européenne, et de garder une vue sur les tendances actuelles. Ci-dessous nous présentons les principaux événements auxquels le programme a contribué.

EVÉNEMENT KINDLING (JANVIER 2019)

Le jeudi 10 janvier, Close the Gap, Agoria et The Shift ont organisé un atelier D4D qui a porté sur les instruments financiers publics destinés aux entreprises du secteur privé (Business Partnership Facility, FINEXPO, le *European External Investment Plan (EIP)* de l'UE (DG Devco). Le programme Wehubit y a présenté les différents canaux de financement, dont la possibilité de soumettre une demande de prêt auprès de l'institution de financement pour le développement BIO.

3ÈME ATELIER DE LA EU D4D COALITION (JANVIER 2019)

L'objectif de ce 3ème atelier organisé par les membres de la EU D4D Coalition était de se pencher sur « *L'avenir de l'emploi en Afrique – Opportunités et défis des technologies numériques et de l'entrepreneuriat* » entre les partenaires européens du D4D et sur les nouvelles opportunités de projets au sein de la Coalition. L'atelier a permis de produire un document présentant une position commune aux partenaires. Ce document a été partagé avec l'Union Européenne.

JOURNÉE DE FORMATION SUR LES ACTIVITÉS DE BIO, À L'ATTENTION DES FUTURS DIPLOMATES, DE LA DGD ET D'ENABEL (MARS 2019)

A l'occasion d'une nouvelle promotion de stagiaires diplomates, BIO a organisé une session de formation d'une demi-journée afin d'y présenter ses activités auprès des futurs diplomates. La DGD et Enabel ont eu la possibilité d'y inscrire du personnel, en vue d'une collaboration accrue entre les institutions, et ce grâce à une meilleure compréhension mutuelle des secteurs d'activités respectifs. L'équipe de Wehubit a participé à la session de mars 2019 afin de mieux adapter sa communication lorsqu'une demande de prêt d'une entreprise privée parvient à l'UGP.

20 ANS D'ENABEL (AVRIL 2019)

Le mercredi 3 avril 2019, Enabel a organisé un événement spécial pour célébrer le vingtième anniversaire de l'Agence belge de développement. L'objectif n'était pas tant de faire une rétrospective, mais plutôt de nous projeter dans l'avenir : à quoi ressembleront le monde et le développement international dans 20 ans ? A cette occasion, Gerald Abila, fondateur de BarefootLaw, partenaire de Wehubit, a été invité comme expert de la scène internationale.

BUSINESS FOR DEVELOPMENT CONFERENCE (JUIN 2018)

Cette conférence, co-organisée par BIO, DGD, Enabel et l'IFC (Banque Mondiale), s'est penchée sur la thématique "Business for Development - Investing in Africa, Asia & Latin America: opportunities for Belgian businesses & investors". La conférence a réuni des leaders belges et internationaux des secteurs public et privé, et exploré les opportunités d'investissement et les partenariats qui peuvent contribuer aux objectifs de développement durable en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

E-HEALTH ACADEMY : TOOLS AND COUNTRY CASE STUDIES (APRIL 2019)

Cet événement a eu lieu un mois avant le lancement de l'appel à propositions sur la santé. Ce fût l'occasion pour le programme Wehubit de mieux comprendre le potentiel, mais aussi les limites et besoins du secteur.

Cette session s'est penchée sur 3 ans de mise en œuvre de l'e-santé à travers un contrat-cadre entre Enabel et un consortium dirigé par la VUB avec entre autres AEDES, Bluesquare, Close the Gap, IMT, 3E.

Belgian platform for international health

KICK-OFF MEETING OF THE D4D-BE EXTENSION

Le programme Wehubit a été invite à participer au lancement de la deuxième phase de la plateforme D4D (ex-Kindling).

La volonté d'approfondir la collaboration entre les deux programmes a été réaffirmée, ainsi que la disponibilité de l'équipe pour concrétiser ces paroles tout au long de la période de mise en œuvre des deux programmes phares dans le D4D de la coopération belge au développement.

LA CAPITALISATION

La capitalisation des expériences et connaissances générées par les différents projets appuyés par le programme n'a pas encore eu lieu, pour deux raisons principalement :

- Au moment de rédiger ce rapport, les plus anciens projets (au nombre de trois), ont à peine un ans. Il est encore trop tôt pour pouvoir en tirer des enseignements, bien que des idées inspirantes et des premiers constats commencent à émerger ;
- Le document de projet prévoyait la prise en charge du volait Capitalisation par la cellule Develab et ses experts en D4D. Par manque de ressources disponibles, Enabel n'est pas parvenu à mobiliser de l'expertise D4D pour appuyer le programme Wehubit.

L'année 2020 sera cruciale pour le volet capitalisation, car les premiers projets auront suffisamment de contenu pour nourrir les réflexions et débats, tant en interne qu'entre projets. C'est pour cette raison que l'UGP a demandé au Comité de Pilotage l'autorisation de recruter une expertise D4D au sein de l'UGP, afin de ne pas dépendre des ressources externes au programme. Après approbation de la demande par le comité de pilotage, un accord a été trouvé au sein d'Enabel pour cofinancer une expertise à 50%. La personne recrutée travaillera à 50% pour Wehubit, et sera financée à 50% par le programme. Le restant sera financé sous frais de gestion d'Enabel, et permettra de poursuivre la coordination du travail pour le D4D Hub. L'offre a été publiée le 26 mars 2020.

Par ailleurs, le programme Wehubit a fait la demande d'un expert Junior au Programme Junior, qui est géré par Enabel. Ce programme permet la mise à disposition d'un jeune expert (max. 31 ans) durant une période de 12 mois, renouvelable une fois. La description de fonction du Junior prévoit trois volets :

- Fonctionner en tant que relais sur le terrain pour le programme dans le suivi des projets de l'Afrique de l'Est (principalement l'Ouganda et la Tanzanie) ;
- Etudier et développer avec les projets des business modèles en vue de rendre les initiatives durables et autonomes (les initiatives appuyées par Wehubit sont toutes issues du non-marchand, dès lors leur durabilité financière n'est pas évidente) ;
- Faciliter l'intégration des innovations appuyées par Wehubit au sein d'Enabel et nourrir la réflexion sur l'innovation au sein d'Enabel. Sur ce dernier point, notons que le

coordinateur de Wehubit est un membre actif du groupe de travail Innovation au sein d'Enabel depuis sa création en juillet 2019.

La capitalisation sera par ailleurs renforcée par le recrutement d'un chargé de communication, qui permettra de partager les produits de capitalisation développés sous différents formats par le programme. La chargé de communication travaillera en binôme avec l'expert D4D.

Ce volet sera sans aucun doute la priorité pour 2020.

4.5 RÉSULTAT 5. LA RECHERCHE DE FINANCEMENTS ADDITIONNELS

La recherche de financements additionnels n'a pas constitué une priorité pour le programme en 2019. En effet, après une première phase en 2018 de lancement du programme, avec la mise en place des outils et procédures, l'équipe s'est concentrée sur l'augmentation du nombre de projets que le programme appuie, grâce à l'organisation d'appels à propositions plus volumineux. Au total, ce sont à présent 13 projets qui sont appuyés par Wehubit.

A partir de 2020, le focus sera sur le suivi des projets, et la capitalisation, avec en parallèle la communication des premiers résultats et des connaissances acquises. Ces éléments étant un prérequis pour pouvoir effectuer des démarches de recherche de fonds additionnels, ce n'est que vers la fin de l'année 2020, autrement dit à mi-parcours, que l'équipe se penchera sur la définition d'une stratégie en vue d'une recherche de financements.

Entre-temps, il est évident que le programme Wehubit soigne sa visibilité et sa présence lors d'événements en lien avec ses activités. La promotion du programme est également assurée en interne, au travers d'échanges avec les bureaux locaux, de présentations à différents occasions pertinentes, etc. Par ailleurs, le coordinateur a comme responsabilité d'assurer le networking auprès des partenaires externes.

5 BUDGET ET DÉPENSES EN 2019

Un aperçu du rapport financier présentant les dépenses et engagements par activités encourus au cours de l'année 2019 est fourni en annexe du présent rapport (7.1).

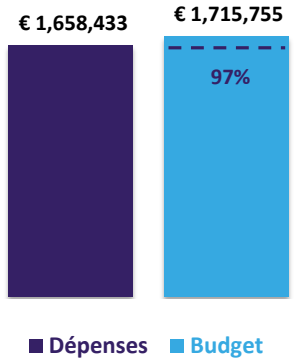
Si l'on regarde les dépenses et engagements totaux, soit 2018 et 2019 cumulés, on constate que 50% du montant total sont déjà engagés ou dépensés au 31 décembre 2019. Une grande partie du montant engagé provient de l'engagement des dépenses au travers de la signature des conventions de subsides pour les 13 projets déjà en cours.

TOTAL DES DÉPENSES VS BUDGET ET TAUX D'EXÉCUTION 2019

En 2019, le total des dépenses effectuées sur le programme Wehubit s'élève à 1,658,433 €.

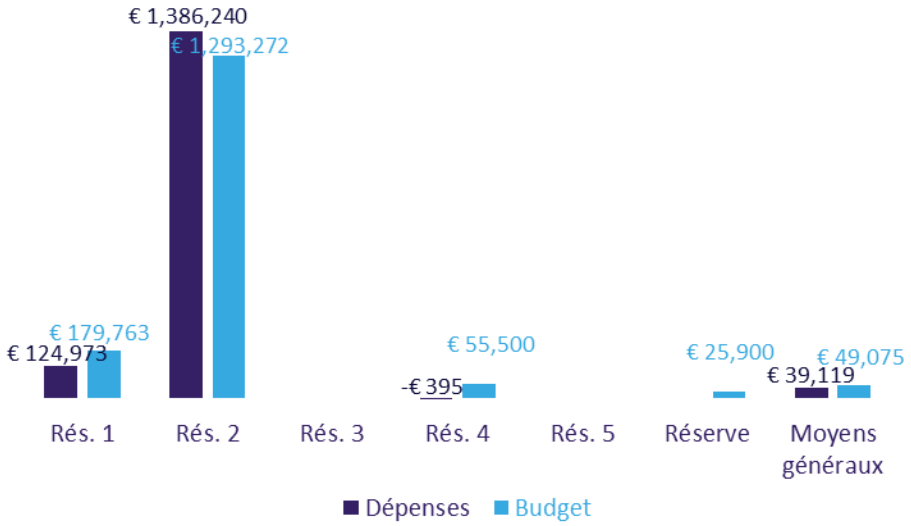
Le budget prévu pour 2019 était 1,715,755 €. Ce qui donne un taux d'exécution de 97%.

La grande majorité de ces dépenses (81%) a été consacrée au financement de subsides (résultat 2 – activité 3).



BUDGET ET DÉPENSES PAR RÉSULTAT

Dans le graphique ci-dessous on constate que la différence entre le budget 2019 et les dépenses réalisées est, à l'exception du résultat 2 (subsides), uniformément répartie entre les différents résultats et les moyens généraux.



Résultat 1 – Un mécanisme de financement accessible aux projets D4D

Dépenses : 124.973 € (70%)

La ligne budgétaire de l'activité 1.1 relative à la coordination de la facilité Wehubit « Opérationnaliser et gérer l'UGP » est la plus importante au niveau de ce résultat. Il s'agit du salaire du responsable de l'intervention. Les dépenses sous cette ligne sont proches du montant budgétaisé (95%).

En revanche, des économies ont été réalisées au niveau de l'entretien et de la gestion du portail en ligne (42%) ainsi que dans la communication du programme et des projets (61%). Cette économie a été réalisée car ces activités ont pu être réalisées en grande partie par des collaborateurs internes (équipe Wehubit et service communication). La consultance n'a été sollicitée que pour l'élaboration d'une stratégie de communication et pour travailler sur le site Internet lorsque l'équipe informatique d'Enabel n'était pas disponible ou n'avait pas l'expertise requise.

Au niveau des activités 1.4 et 1.5, pratiquement aucune dépense n'a été réalisée:

- Comme expliqué au chapitre relatif au résultat 2, la définition des thématiques des appels à propositions et l'analyse nécessaire durant la phase de préparation ont été réalisée en interne. Le choix des thématiques s'est fait sur base de critères définis en équipe. Une priorité a été donnée aux thématiques s'alignant sur les politiques de la coopération belge au développement (loi, note politique D4D, etc.). Les thématiques tiennent également compte des intérêts des acteurs représentés au comité de pilotage, ainsi de que des éventuels partenariats en cours avec d'autres acteurs institutionnels. L'existence passée, présente ou future de possibilités de financements dans le domaine offertes par d'autres bailleurs est également prise en compte, afin d'éviter de couvrir une thématique équivalente. Enfin, la disponibilité des experts thématiques en interne peut également influer sur le choix final, puisque ceux-ci sont appelés à accompagner l'équipe de l'unité de gestion de programme tout au long des différentes étapes d'un appel à propositions, ainsi que dans le suivi des projets financés.
- L'ensemble des étapes de sélection des projets est effectuée par l'équipe du programme, avec l'appui d'experts internes au 1er tour. Par ailleurs, le retrait de la modalité des appels à propositions pour BIO explique également l'absence de dépenses sur cette ligne.

Cette situation restera inchangée durant les années suivantes. Pour cette raison, et par soucis d'efficacité et de bonne utilisation des ressources, il est proposé de dégager du budget sur les activités 1.2 à 1.5 pour permettre le recrutement d'un chargé de communication. Ce recrutement permettre de mieux faire connaître les innovations appuyées par le programme, de travailler sur les partenariats entre projets et d'initier les recherches de financement additionnel.

Résultat 2 – La sélection, le financement et la gestion des subsides

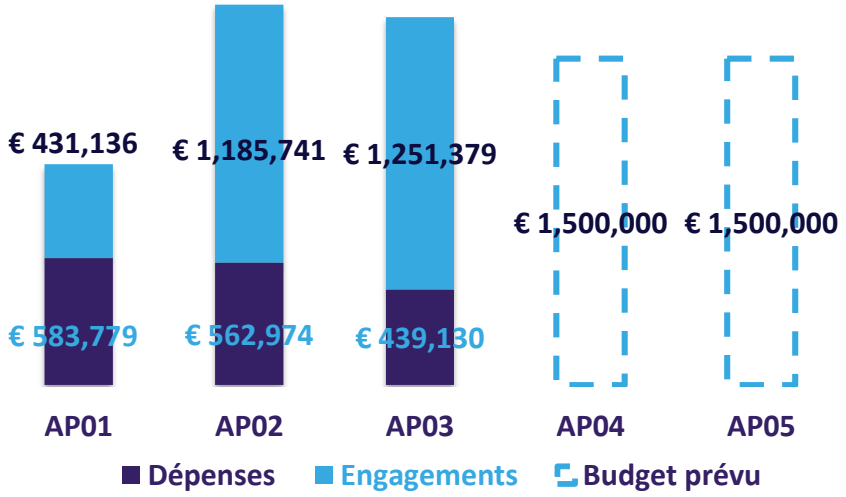
Dépenses: 1,386,240 € (107%)

La ligne budgétaire sur laquelle la plus grande dépense a été réalisée est tout naturellement celle liée au financement des subsides.

Depuis le début du programme, 3 appels à propositions ont été lancés. AP01 en 2018, avec un budget proposé de 1 million d'euros, et ensuite AP02 et AP03 en 2019, pour lesquels 1,75 et 1,5

million d'euros ont été budgétisés, respectivement. Pour 2020, un budget de 1,5 million d'euros a été budgétisé pour chacun des 2 appels planifiés.

Les 3 premiers appels à propositions ont abouti à 13 projets sélectionnés, représentant un total de 4.454.139 euros de subventions. Sur ce montant, 1.585.883 d'euros (36%) ont déjà été transférés. Le restant, soit 2.868.256 € (64%), sera versé sous forme d'avances, au cours des 3 prochaines années, sous réserve de l'approbation des rapports financiers et narratifs. Ci-dessous sont présentés sous forme de graphiques les dépenses et les engagements par appel à propositions.



Pour les lignes budgétaires restantes du résultat 2, les dépenses ont été inférieures aux prévisions pour les raisons suivantes:

- La plupart des projets ayant à peine démarré en 2019, aucune mission d'audit et de suivi financier n'a encore eu lieu en 2019. Il en sera autrement en 2020. A ce stade-ci, les projets ont été contrôlés à distance, sur la base des rapports financiers et des appels Skype récurrents.
- Un budget a été prévu pour l'élaboration des lignes directrices pour les appels à propositions et pour les premiers tours des comités de sélection, mais ces activités ont été entièrement réalisées par des ressources internes. Ce n'est que pour le 2ème tour des comités de sélection que le programme a fait appel à des consultants. Il en résulte seulement 2.723 € de dépenses pour ces 2 lignes budgétaires.

Cependant, la baisse des dépenses pour ces activités est compensée par les dépenses de subvention élevées, comme mentionné ci-dessus.

Résultat 3 – Solutions financières pour des acteurs privés

Ce résultat tombe sous la responsabilité de BIO. Le DTF du programme Wehubit ne prévoit pas d'activités ni de lignes budgétaires sous ce résultat.

Résultat 4 – La facilitation de partenariats D4D

Dépenses : -395 € (0%)

Comme expliqué au chapitre 4.5, en 2019 l'accent a été mis principalement sur le lancement d'appels à propositions afin d'augmenter le nombre de projets innovants, et leur suivi. Le nombre total de projets au début de l'année était de 3, ce qui était insuffisant pour investir dans les activités liées aux partenariats. Par ailleurs, bien qu'à la fin de l'année le programme avait signé au total 13 conventions de subsides au total, les projets étaient encore à un stade trop précoce, voire en phase de démarrage, et par conséquent a rendu le travail de capitalisation impossible. Ce volet sera traité à partir de 2020 avec l'accent mis sur les résultats et le partage d'expériences et de connaissances.

Par conséquent, il n'y a pas eu de dépenses pour ce résultat en 2019. Les 395 euros qui ont été comptabilisés en négatif sous ce résultat sont une dépense de l'année 2018 appartenant au résultat 2 (rectification comptable)

.

Résultat 5 – Des financements additionnels sont sécurisés

Pour la recherche de financement additionnel également rien a été planifiée pour 2019, car il fallait dans un premier temps d'abord se concentrer sur la mise en place de la facilité de financement et l'augmentation du nombre de projets appuyés, pour ensuite pouvoir en tirer des enseignements, et des premiers résultats, et enfin communiquer sur ceux-ci. Il est illusoire de rechercher des fonds additionnels en brulant ces étapes essentielles pour démontrer la valeur ajoutée, et la qualité du travail réalisé par le programme.

Il n'y a par conséquent pas de dépassement budgétaire au niveau du résultat 5.

6 LEÇONS APPRISES ET PISTES D'AMÉLIORATION

Un nombre de leçons apprises durant la première année et listées dans le rapport annuel 2018 restent d'actualité :

- La collaboration entre BIO et Enabel sous le programme Wehubit (détaillé dans ce rapport sous le chapitre 4.3) ;
- Les limites du cadre réglementaire d'Enabel et l'impossibilité de financer directement le secteur privé, particulièrement actif dans l'innovation numérique (startups) ;
- Le compromis à réaliser entre le montant libéré par appel à propositions (et donc le nombre de projets que le programme va pouvoir financer sous l'appel en question) et le nombre de thématiques à couvrir sur la durée du programme. Après un premier appel en 2018, le programme a décidé d'étaler de manière linéaire les fonds sur les 4 appels à propositions suivants ;
- Le caractère bien souvent informel du rôle de courtier joué par le programme entre les différentes initiatives internes et externes à Enabel. Les relations développées et crées ne sont bien souvent pas traçables, ce qui empêche le programme de communiquer dessus ;
- La nécessité d'investir davantage dans la communication :

  La réussite du programme Wehubit dépendra fortement de sa capacité à communiquer, tant en interne qu'en externe. Pour un programme tel que Wehubit, qui est interaction permanente avec un très grand nombre de personnes, services et institutions (quasiment au niveau mondial), et qui ne dispose que d'une équipe de 2 ETP basée à Bruxelles, disposer des capacités à communiquer de manière professionnelle est crucial. Durant l'année 2019, le programme a pu compter sur la désignation d'un point focal au sein de l'équipe de communication d'Enabel. Cette ressource a permis de donner des appuis ponctuels tout au long de la mise en œuvre de différentes activités, et de servir de relais entre le programme et l'équipe de communication plus large. Bien que fort utile et orienté client, ce dispositif présente ces limites en termes de disponibilité et de réactivité face à des évènements ou des opportunités de communication à saisir rapidement.

  La diffusion des appels à propositions a déjà été mentionnée dans le chapitre relatif au résultat 2 de ce rapport. Mais une fois les projets sélectionnés, le bon suivi des projets nécessite une communication continue avec ces projets et les équipes en place. Par ailleurs, afin de stimuler les synergies entre les projets et les équipes d'Enabel, il est également nécessaire de couvrir les équipes terrain avec les messages.

  Le programme a l'ambition de nourrir la réflexion sur l'innovation au sein d'Enabel et de susciter des nouvelles collaborations entre les équipes de terrain et les acteurs identifiés au travers des activités du programme. Un suivi technique des projets est également proposé aux équipes d'expertise techniques et sectorielles. Ces différentes interactions à différents niveaux nécessitent une collaboration active de la part du programme, et donc une communication permanente.

Enfin, les projets identifiés et appuyés par le programme déployant des initiatives innovantes et inspirantes, le programme ambitionne des communiquer de manière large les résultats atteints par ces projets. Les résultats seront communiqués à différents groupes cibles. Le contenu de ces produits de capitalisation devront être adaptés à ces différents groupes cibles et seront partagés.

Pour toutes ces raisons, le programme a proposé au comité de pilotage[2] une révision budgétaire sous le résultat 1, afin de dégager les ressources nécessaires pour le recrutement d'un chargé de communication au sein de l'UGP. Selon la planification budgétaire proposée, il n'y a pas de dépassement budgétaire à prévoir au niveau du résultat 1. Les lignes utilisées étaient également en lien avec une bonne utilisation du portail en ligne et la coordination de la facilité de manière générale. Cette proposition a été approuvée à l'unanimité lors du comité de pilotage.

- La difficulté de lancer des initiatives sans pour autant les voir s'échapper : l'équipe du programme peut être qualifiée de pro-active, et n'hésite pas à prendre des initiatives (EU D4D Coalition, Programme Junior, etc.), et à rechercher des collaborations accrues (DIAL, Kindling). Néanmoins du fait de ne pas avoir d'expert dans son domaine d'intervention (D4D) au sein de son équipe, il fait appel à l'expertise D4D d'Enabel. Or cette expertise ne répond pas au programme. Ce qui a comme corollaire que les initiatives et collaborations fructueuses ou à haut potentiel échappent rapidement au programme. Ce qui pourrait à court-terme décourager la prise d'initiative.

- Une grande ambition avec une équipe réduite :

Le tableau ci-dessous reprend les ressources humaines disponibles au sein de l'UGP sur les deux dernières années. Ce tableau de tient pas compte des congés de naissance et de maladie.

Wehubit staff* **(FTE)**	**2018**		**2019**	
Programme Manager	0,75	100% àpd 01/04	0,93	congé parental 4/5 sur 4 mois
Financial Officer	0,17	50% àpd 01/09	0,50	
Admin Assist	0,29	50% àpd 01/06	0,5	
TOTAL FTE	**1,21**		**1,93**	

En plus de personnel recruté sous l'UGP, le programme a pu bénéficier de l'appui de services internes à Enabel. Sur base des timesheets complétés par les collègues, le total s'élève à 0,05 ETP, ce qui représente un écart considérable par rapport à ce qui avait été planifié sur base des accords établis avec les différents services (Develab, etc.) Néanmoins, il est fort probable que de nombreuses heures n'ont pas été comptabilisées du fait de ne pas avoir été encodées par lesdits collègues.

[2] Comité de pilotage du 05 février 2020.

Planifié pour 2019	Fréquence	ETP	Nombre de jours effectifs
Develab	1,25 homme*jour / semaine	0,25	55
Communication & Traduction	1,25 homme*jour / semaine	0,25	55
EST	1 homme*jour / semaine	0,2	44
ICT	1 homme*jour / semaine	0,2	44
Appui juridique	0,5 homme*jour / semaine	0,1	22
TOTAL		**1**	**220**

6.1 ANALYSE RISQUE

Risque	Réponse
Suivi des projets Le nombre de projets augmente rapidement en raison de la succession des appels à propositions. Le suivi de ces projets avec une équipe restreinte présente des risques en termes de qualité de suivi. Cet aspect sera un défi majeur durant les deux prochaines années, puisque 2 appels supplémentaires doivent encore lancés. A l'issue de ceux-ci, il est prévu d'avoir environ 23 projets qui nécessiteront un suivi.	Le programme proposera le recrutement d'un expert D4D à mi-temps qui sera entièrement dédié au suivi des projets et au résultat 4 (partenariats et capitalisation). Par ailleurs, le programme fera la demande d'un expert junior au programme Junior d'Enabel. Cette ressource sera décentralisée, et basée à Kampala, en Ouganda, afin de couvrir l'Afrique de l'Est, où sont situés une majorité de projets. Par ailleurs, le programme travaillera sur la production d'un manuel de suivi des subsides, afin de structurer ce suivi et gagner en efficience.
Durée des projets Un certain nombre de projets ont leur durée qui se rapproche de la fin de la période de mise en œuvre du programme (31/03/2023). Si ces projets sont accusent un retard, cela pourrait compromettre la clôture du programme. La crise actuelle du Covid-19 va accentuer ce risque.	Le plan d'action des projets est suivi de près, et est discuté de manière trimestrielle avec chaque projet individuellement. Afin de réduire ce risque pour les futurs projets, une marge de manœuvre de 3 mois est demandée aux projets (ceux-ci doivent présenter une plan d'action terminant au plus tard le 31 décembre 2023). Après la crise Covid-19, le programme prendre contact avec la DGD pour vérifier quel sont les aménagements possibles. Sur cette base, les projets seront contactés afin de présenter un plan d'action révisé. Par ailleurs, il est à noter que la période de mise en œuvre se clôture au 31 mars 2023, mais que la CMO se termine au 31 décembre 2023. Actuellement les fonctions de l'assistante administrative et du financial officer sont budgétisées jusqu'au 31 mai 2023 et au 31 août 2023 respectivement. Un set-up léger pourrait assurer la clôture des subsides durant les mois qui suivent la fin de la période de mise en œuvre. La réserve budgétaire pourrait être utilisée à cet effet, avec accord du comité de pilotage.

Résultat 4 - Partenariats externes L'investissement dans des partenariats externes sans pour autant avoir une ressource dédiée au D4D est complexe, car lorsque la ressource interne à Enabel est disponible, celle-ci participe au nom d'Enabel, et par conséquent ne rapporte plus au programme. Coordonner cette expertise externe à l'UGP ne va pas de soi.	Le programme va dorénavant se concentrer sur le développement de partenariats entre les projets appuyés par Wehubit, ainsi que la facilitation de synergies entre ces projets et d'autres acteurs proches tels que DIAL, Kindling, etc. La mise en relation des projets appuyés n'a pas été une priorité jusqu'à présent, car la masse critique de nombre de projets pour créer une dynamique de communauté entre eux n'avait pas été atteinte, ni l'économie d'échelle nécessaire au vu de l'investissement que cela implique (en ressources humaines et financières pour la coordination et l'organisation d'activités, comme des ateliers d'échanges, par exemple). Le recrutement en 2020 d'un expert D4D (50%), d'un chargé de communication et d'un Junior décentralisé permettra de mettre l'accent sur ce résultat dès la fin de l'année 2020.
Résultat 5 – Financements additionnels L'obtention de financements additionnels ne peut être garantie. Elle dépend de l'intérêt des partenaires et de la disponibilité de fonds.	Wehubit prévoit d'investir graduellement, tout au long des trois prochaines années, dans les activités liées à la recherche de fonds (capitalisation des résultats, communication sur ceux-ci et démarchage proactif). Mais l'atteinte de cet objectif de financement additionnel est également dépendante d'éléments externes tels que l'intérêt des bailleurs pour la thématique et la disponibilité des fonds. Pour cette raison, le programme s'estime davantage lié à une obligation de moyens qu'à une obligation de résultats.
Excédents budgétaires pour les activités externalisées Le document de projet prévoit une équipe réduite, et une externalisation importante de nombreuses tâches en faisant appel à de la consultance. Mais l'externalisation des tâches requiert beaucoup de travail de préparation, de suivi contractuel et de processus administratifs, ce qui ralentit les activités.	Afin de limiter les retards éventuels, l'équipe a pris beaucoup de tâches en main au lieu d'externaliser. Il sera proposé de regrouper une partie de l'excédent du résultat 1 pour recruter un chargé de communication, qui aura la responsabilité de mettre en œuvre celles-ci à la place des consultants. Une partie des excédents du résultat 4 (capitalisation) sera utilisée par l'expert junior pour effectuer les activités à partir du terrain.

	Ces deux options permettront d'augmenter la qualité des produits et l'efficacité de l'UGP. Par ailleurs, à l'occasion de l'évaluation à mi-parcours, il sera possible de revoir l'allocation des ressources budgétaires et de proposer au comité de pilotage une revue en fonction des recommandations des évaluateurs.
Suivi des indicateurs du Résultat 4 (à l'exception du # de produits de capitalisation) Le coordinateur du programme a investi énormément de temps dans la mise en relation des projets, entre-eux, mais aussi avec les Ambassades, les Représentations Enabel et les équipes de projets d'Enabel dans les pays partenaires, ainsi que les équipes du siège. Wehubit a déjà suscité un nombre important d'inspirations, d'opportunités de collaborations et même de synergies, mais malheureusement l'information en remonte pas de manière structurée et volontaire. Il est devenu impossible pour l'équipe de tracer ou chiffrer le résultat de ces efforts.	L'équipe a mis en place plusieurs outils pour suivre les nombreuses informations relatives à chaque projet (dossiers spécifiques, fichiers Excel, canaux Teams). Ces outils nous permettent de garder une trace des échanges et discussions. Ces activités seront maintenues, car riches en échanges et apprentissages. Un système de gestion de la communauté sera mis en place avec l'arrivée du chargé en communication. Par ailleurs le recrutement d'un expert D4D permettra également de travailler sur les partenariats et le partage des connaissances entre projets. Néanmoins, il est proposé de retirer les 4 premiers indicateurs relatifs au résultat 4 et de se concentrer sur la production de produits de capitalisation.

7 ANNEXE

7.1 RAPPORT FINANCIER 2019

BEL1707111 - RAPPORT FINANCIER 2019		BUDGET TOTAL	DEPENSES 2018	DEPENSES 2019	ENGAGEMENTS 2019	SOLDE BUDGET	TAUX D'EXECUTION (ENGAGEMENTS INCL.)
A	**OPERATIONAL COSTS**	**€ 8,974,000**	**€ 382,964**	**€ 1,510,818**	**€ 2,868,256**	**€ 4,211,962**	**53%**
A01	Result 1: A financing Facility accessible to D4D projects contributing to the achievement of the SDGs is operational	€ 792,600	€ 122,373	€ 124,973	€ -	€ 545,255	31%
A0101	*Operationalise and manage the D4D Facility*	*€ 558,000*	*€ 76,357*	*€ 106,075*		*€ 375,568*	*33%*
A0102	*Develop the intervention website with an online application portal*	*€ 75,000*	*€ 29,260*	*€ 7,436*		*€ 38,303*	*49%*
A0103	*Develop a visual identity and organise information campaigns*	*€ 75,000*	*€ 16,755*	*€ 10,672*		*€ 47,573*	*37%*
A0104	*Assess the needs and identify the strategic lines in order to reach high-potentials*	*€ 20,000*	*€ -*			*€ 20,000*	*0%*
A0105	*Organise the selection of concept notes*	*€ 64,600*	*€ -*	*€ 789*		*€ 63,811*	*1%*
A02	Result 2: Public entities, social businesses and non-profit organisations have implemented projects providing digital solutions through grants	€ 7,833,700	€ 255,774	€ 1,386,240	€ 2,868,256	€ 3,323,430	58%
A0201	*Develop financial guidelines and tutorials for future grantees*	*€ 25,000*	*€ 576*			*€ 24,424*	*2%*
A0202	*Select the grant beneficiaries (Grant Selection Committee)*	*€ 114,600*	*€ 880*	*€ 2,723*		*€ 110,997*	*3%*
A0203	*Finance the D4D projects through grants*	*€ 7,200,000*	*€ 242,908*	*€ 1,342,975*	*€ 2,868,256*	*€ 2,745,861*	*62%*
A0204	*Coordinate the grantees external evaluation and financial audit*	*€ 118,000*	*€ -*			*€ 118,000*	*0%*
A0205	*Financial management and project monitoring*	*€ 376,100*	*€ 11,410*	*€ 40,542*		*€ 324,148*	*14%*
A03	Result 3: More private actors have access to better financial solutions to implement their investment project	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -	0%
A0301	*Loan / Equity window by BIO*	*€ -*	*€ -*			*€ -*	*0%*
A04	Result 4: Brokering partnerships and capitalisation result in increased collaboration on D4D	€ 327,500	€ 4,818	-€ 395	€ -	€ 323,078	1%
A0401	*Facilitate linkages and organise D4D events*	*€ 152,500*	*€ 4,818*	*-€ 395*		*€ 148,078*	*3%*
A0402	*Backstopping and capitalisation on D4D*	*€ 175,000*	*€ -*			*€ 175,000*	*0%*
A05	Result 5: Additional funding is raised	€ 20,200	€ -	€ -	€ -	*€ 20,200*	*0%*
A0501	*Capitalisation on financing D4D to prepare for other funding partners*	*€ 20,200*	*€ -*			*€ 20,200*	*0%*
X	**BUDGET RESERVE**	**€ 129,500**	**€ -**	**€ -**	**€ -**	**€ 129,500**	**0%**
X01	Budget reserve	€ 129,500	€ -	€ -	€ -	€ 129,500	0%
X0101	*Budget reserve*	*€ 129,500*	*€ -*			*€ 129,500*	*0%*
Z	**GENERAL MEANS**	**€ 241,500**	**€ 33,802**	**€ 39,119**	**€ -**	**€ 168,579**	**30%**
Z01	Staff	€ 171,000	€ 22,043	€ 37,852	€ -	€ 111,105	35%
Z0101	*Administrative assistant (half-time)*	*€ 171,000*	*€ 22,043*	*€ 37,852*		*€ 111,105*	*35%*
Z02	Investments & running costs	€ 20,500	€ 275	€ 1,267	€ -	€ 18,958	8%
Z0201	*ICT & office equipment*	*€ 10,500*	*€ 275*	*€ 447*		*€ 9,778*	*7%*
Z0202	*Consumables*	*€ 5,000*	*€ -*	*€ 820*		*€ 4,180*	*16%*
Z0203	*Staff training*	*€ 5,000*	*€ -*			*€ 5,000*	*0%*
Z03	Monitoring and evaluation	€ 50,000	€ 11,484	€ -	€ -	€ 38,516	23%
Z0301	*M&E*	*€ 50,000*	*€ 11,484*			*€ 38,516*	*23%*
SUB-TOTAL		**€ 9,345,000**	**€ 416,766.19**	**€ 1,549,936.99**	**€ 2,868,256**	**€ 4,510,041**	**52%**
Management Fee		€ 655,000	€ 29,174	€ 108,496		*€ 517,331*	*21%*
Total (management fee included)		**€ 10,000,000**	**€ 445,940**	**€ 1,658,433**	**€ 2,868,256**	**€ 5,027,372**	**50%**

7.2 PLANIFICATION FINANCIERE 2020 & 2021

BEL1707111 - PLANIFICATION FINANCIERE 2019 -2020		2020	2021
A	**OPERATIONAL COSTS**	**€ 2,742,309.76**	**€ 1,905,398.68**
A01	Result 1: A financing Facility accessible to D4D projects contributing to the achievement of the SDGs is operational	€ 182,446.76	€ 195,728.68
A0101	*Operationalise and manage the D4D Facility*	*€ 111,600.00*	*€ 111,600.00*
A0102	*Develop the intervention website with an online application portal*	*€ 5,000.00*	*€ 5,000.00*
A0103	*Develop a visual identity and organise information campaigns*	*€ 2,500.00*	*€ 2,500.00*
A0104	*Assess the needs and identify the strategic lines in order to reach high-potentials*	*€ 2,500.00*	*€ -*
A0105	*Organise the selection of concept notes*	*€ 4,487.50*	*€ 1,483.00*
A0106	*Communication officer*	*€ 56,359.26*	*€ 75,145.68*
A02	Result 2: Public entities, social businesses and non-profit organisations have implemented projects providing digital solutions through grants	€ 2,454,613.00	€ 1,616,270.00
A0201	*Develop financial guidelines and tutorials for future grantees*	*€ -*	*€ -*
A0202	*Select the grant beneficiaries (Grant Selection Committee)*	*€ 5,000.00*	*€ 5,000.00*
A0203	*Finance the D4D projects through grants*	*€ 2,336,843.00*	*€ 1,500,000.00*
A0204	*Coordinate the grantees external evaluation and financial audit*	*€ 29,500.00*	*€ 29,500.00*
A0205	*Financial management and project monitoring*	*€ 83,270.00*	*€ 81,770.00*
A03	Result 3: More private actors have access to better financial solutions to implement their investment project	€ -	€ -
A0301	*Loan / Equity window by BIO*	*€ -*	*€ -*
A04	Result 4: Brokering partnerships and capitalisation result in increased collaboration on D4D	€ 97,750.00	€ 87,000.00
A0401	*Facilitate linkages and organise D4D events*	*€ 51,500.00*	*€ 37,500.00*
A0402	*Backstopping and capitalisation on D4D*	*€ 46,250.00*	*€ 49,500.00*
A05	Result 5: Additional funding is raised	€ 7,500.00	€ 6,400.00
A0501	*Capitalisation on financing D4D to prepare for other funding partners*	*€ 7,500.00*	*€ 6,400.00*
X	**BUDGET RESERVE**	**€ 39,846.15**	**€ 39,846.15**
X01	Budget reserve	€ 39,846.15	€ 39,846.15
X0101	*Budget reserve*	*€ 39,846.15*	*€ 39,846.15*
Z	**GENERAL MEANS**	**€ 59,777.35**	**€ 40,519.35**
Z01	Staff	€ 34,200.00	€ 34,200.00
Z0101	*Administrative assistant (half-time)*	*€ 34,200.00*	*€ 34,200.00*
Z02	Investments & running costs	€ 6,319.35	€ 6,319.35
Z0201	*ICT & office equipment*	*€ 3,259.49*	*€ 3,259.49*
Z0202	*Consumables*	*€ 1,393.19*	*€ 1,393.19*
Z0203	*Staff training*	*€ 1,666.67*	*€ 1,666.67*
Z03	Monitoring and evaluation	€ 19,258.00	€ -
Z0301	*M&E*	*€ 19,258.00*	*€ -*
Z0302	*Audit*	*€ -*	*€ -*
Z0303	*Backstopping*	*€ -*	*€ -*
SUB-TOTAL		**€ 2,841,933.26**	**€ 1,985,764.18**
Management fee		€ 198,935.33	€ 139,003.49

7.3 TABLEAU DE SUIVI DES INDICATEURS DU DTF

	KPI's	31/12/2019	Comments 2019
The specific objective is to increase use and access to digital solutions offering better living conditions in developing and emerging countries	# of beneficiaries having improved their living conditions through access to and use of digital solutions Perception indicator: measure acquisition of 21st century skills (tool: questionnaire)	Not yet available Not yet available	First results will be available at the end of the 1st grants (December 2020)
Result 1: A financing Facility accessible to D4D projects contributing to the achievement of the SDGs is operational	# of applications received rate of eligible applications received rate of selected projects for 2nd round among the eligible applications	405 39% 16%	See Chapter on Res. 2
Result 2: Public entities, social businesses and non-profit organisations have implemented projects providing digital solutions through grants	# of projects having obtained a positive score by the Grant Selection Committee # of projects having obtained a grant Total amount of grants committed	17 13 4,454,139 €	See Chapter on Res. 2
Result 3: More private actors have access to better financial solutions to implement their investment project	# of investment proposals from the CfP that received a positive score and a positive advise from BIO's Screening Committee # of projects from direct sourcing that that received a positive advise from BIO's Screening Committee Total amount of loans and equity committed Total amount of loans and equity disbursed	Not applicable BIO BIO BIO	See Chapter on Res. 3
Result 4: Brokering partnerships and capitalisation result in increased collaboration on D4D	# of events (co-)organised in the field participation rate of events # of partnerships established that originated through the programme # of projects that received a linkage suggestion with D4D partners or digital service providers # of capitalisation products delivered and shared	3 100% Not applicable Not applicable 0	See chapter on risk management.
Result 5: Additional funding is raised	Total amount of attracted funds	0	See chapter on Res. 5